

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Ordonnances, budget, chômeurs, retraite… Macron roule à fond pour le capital

n° 26 novembre-décembre 2017 1 euro

Éditorial tirer le bilan

La réaction ratifie les ordonnances

Le 28 novembre, les députés LREM, Constructifs et la grande majorité du groupe LR votaient à l'Assemblée nationale, par 463 voix pour contre 74, la ratification des ordonnances. L'annonce des résultats a été applaudie debout par cette majorité réactionnaire, célébrant une victoire pour la bourgeoisie. Pour les travailleurs, c'est une nouvelle défaite, après celle subie en 2016 sur la première loi Travail imposée par Hollande, Valls et El Khomri, prémisse des ordonnances de Macron, Philippe, Pénicaud.

Déjà, le gouvernement installe de nouvelles mesures, comme la sélection à l'entrée de l'Université, fait voter son budget 2018 si bienveillant pour les riches et les capitalistes et dur contre les salariés, dépense sans compter pour la police et l'armée, s'en prend une fois de plus à la santé publique. Il met en place de nouveaux chantiers comme une nouvelle attaque contre les retraites remplacées par une retraite à points, une autre offensive contre les chômeurs taxés de « récidivistes », envisage de supprimer l'indexation du smic, durcit la répression contre les migrants : « *Le ministre de l'intérieur intime aux préfets d'agir plus fermement contre l'immigration irrégulière... alors qu'une loi sur l'immigration est prévue au printemps.* » (*Le Monde*, 5 décembre).

RÉVOLUTION COMMUNISTE
bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : **Étienne Valyi**
ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact ou abonnement : écrire à
ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS
Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc, etc. : **revolucionpermanente.com**
Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**
Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**
Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

La morgue de Macron à l'encontre des manifestants ou des travailleurs qui cherchent à sauver leurs emplois ne connait plus de bornes. Macron, pourtant élu assez chichement malgré le soutien au deuxième tour de la plupart des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers, avec près de 12 % de blancs et nuls, plus de 25 % d'abstentions, et beaucoup plus dans les quartiers ouvriers, déroule tranquillement le contenu du programme en faveur de la bourgeoisie énoncé sans ambigüité pendant la campagne présidentielle. De reculs en défaites et de défaites en reculs, quand tout cela s'arrêtera-t-il ? Militants, travailleurs et jeunes s'interrogent, comment tout cela a-t-il été rendu possible ? Mais que trouvent-ils comme réponses ?

Les réponses frelatées de LFI et Mélenchon

Ils trouvent Mélenchon et son mouvement LFI qui y vont de leurs explications : pour le député LFI Corbière, le 28 novembre sur *Europe 1*, *« il y a un rapport de force issu des élections qui ne permet pas, au sein de l'hémicycle, que nous puissions faire opposition à cela...la grande manifestation en capacité de faire reculer le gouvernement n'a pas eu lieu...* ». Un autre député LFI, Coquerel, renchérit : *« il manque une pression suffisante de la rue ».* Et Corbière complète le tableau le 16 novembre à Marseille : *« la division syndicale nous a coûté très cher, et aussi la division du politique et du syndical, parce qu'il y a des milliers, des millions de militants qui sont prêts à entrer dans l'action, mais à condition qu'on les appelle à une action qui leur semble avoir du sens ».* Résumons : l'opposition n'est pas assez nombreuse à l'Assemblée nationale, les travailleurs ne se sont pas assez mobilisés, enfin la division syndicale et l'absence d'action efficace auraient permis au gouvernement de l'emporter.

Enfumage ! Qui peut croire, et pas même le député LFI Corbière, qu'un plus grand nombre de députés PCF, LFI et aussi PS soudain convertis à l'opposition à la « réforme » du Code du travail, aurait pu convaincre, à coups d'amendements, la majorité réactionnaire de LREM flanquée de l'appui non moins réactionnaire des députés LR et MODEM de changer le contenu des ordonnances ?

« Pourtant nous n'avons pas ménagé notre peine » déplore Mélenchon ! Le crétinisme parlementaire et le social-patriotisme, outre leur côté ridicule, ont une fonction précise : légitimer le respect de la démocratie bourgeoise, enfermer les travailleurs dans le pacifisme, la reconnaissance de la légitimité des institutions de la bourgeoisie, de sa police et de son armée, de ses lois et de ses votes. Macron ne fait pas autre chose quand il se pare du suffrage universel pour légitimer sa politique.

La division syndicale et la division avec le politique seraient la deuxième raison de l'échec des travailleurs. Pourtant toutes les directions syndicales soutenues par tous les partis politiques se réclamant de la classe ouvrière, sans exception, ont cautionné comme un seul homme les concertations sur le contenu des ordonnances qui ont duré tout l'été. L'unité certes, mais l'unité de tous les appareils en soutien au gouvernement pour négocier les nouvelles attaques contre les travailleurs, était bien au rendez-vous ! De cela pas un mot.

Qu'ensuite, les organisations syndicales se soient divisées entre le soutien ouvert à Macron et l'opportunité de participer à la kermesse des journées d'action, cela ne change aucunement la nature et la fonction de ces journées d'action : empêcher par un simulacre d'opposition toute recherche de la grève générale. Mais ce n'est pas la kyrielle de journées d'action faites pour disloquer le combat que LFI dénonce, ce sont les travailleurs qui ne se seraient pas assez mobilisés dans la rue. Mais quelle est donc l'action efficace dont nous parle Mélenchon ? Sans doute les « casserolades » auxquelles LFI appelait en octobre travailleurs et jeunes ? Jamais LFI n'a dit le moindre mot et encore moins oeuvré pour indiquer que seule la grève générale pouvait faire reculer le gouvernement. Ce n'est pas un hasard, Mélenchon qui espérait que les législatives lui permettraient de devenir le premier ministre de cohabitation avec Macron ne se bat aucunement pour la révolution, pour abattre le pouvoir de la bourgeoisie, mais il bavarde sur la misère des « gens » et sur une VIe République. LFI occupe, partiellement, la place du social-réformisme laissée vacante par la décrépitude du PS et du PCF. Les travailleurs et jeunes qui cherchent des réponses de ce coté-là n'en trouveront pas.

Et celles du NPA, de LO, du POI et du POID

Ils n'en trouveront pas plus auprès du NPA qui fait mine de découvrir le 14 novembre la stratégie perdante menée par les directions syndicales sans plan de mobilisation, accumulant les journées saute-moutons sans lendemain. Le 14 novembre le NPA se dit soudain convaincu, mais un peu tard, que *« seul un mouvement d'ensemble, appuyé sur une grève générale des salariés, pourra faire reculer le gouvernement »*. Le 15 novembre, il enfourche à nouveau la course aux actions tous azimuts : *« Il n'y a pas d'autre choix que de militer pour réussir les journées de grève, indispensables pour que les travailleurs prennent conscience de leur force collective et prennent le temps de discuter de leurs propres luttes, tout en rassemblant les secteurs qui veulent aller plus loin, que ce soit le 18 à l'appel du Front social ou dans la construction d'oppositions qui défendent une stratégie combative dans les syndicats. »* Chassez le naturel, il revient au galop !

LO pour sa part couvre tout autant les appareils, comme dans son éditorial du 20 novembre : *« Les journées d'action organisées depuis le mois de septembre ont permis à des centaines de milliers de femmes et d'hommes de montrer leur opposition aux attaques gouvernementales et patronales »*. Aucun problème donc. Même si LO rajoute à la phrase suivante, comme s'il s'agissait de la suite logique des journées d'action, que *« Pour mettre un coup d'arrêt aux reculs sociaux, une lutte générale de l'ensemble du monde du travail sera nécessaire».* Et là encore, la grève générale, d'ailleurs renvoyée à un futur lointain, est soigneusement travestie en *« lutte générale »* pour édulcorer sa signification politique.

Car, n'en déplaise au NPA et à LO, la grève générale n'est pas une meilleure tactique de lutte, ce n'est pas une grève qui dure plus longtemps, ce n'est pas même la « généralisation » des luttes, c'est la lutte politique des ouvriers qui ouvre la voie au renversement du gouvernement, à l'expropriation des usines, au contrôle ouvrier, au gouvernement ouvrier. C'est précisément pour cela qu'elle fait si peur à la bourgeoisie et que ses gouvernements préfèrent encore céder sur les revendications plutôt que de risquer de tout perdre. Encore faut-il pour cela défendre le drapeau de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, et non pas avoir comme objectif de *« faire entendre la voix des travailleurs »* comme LO ou celui d'une bien vague *« rupture avec le capitalisme* » comme le NPA.

Et que dire du POID pour qui le caractère réactionnaire du gouvernement Macron, de son budget, de ses mesures anti-ouvrières, est déterminé avant tout par son respect des exigences de l'Union européenne ? Comme si le gouvernement de May, issu du Brexit en Grande-Bretagne, menait dès lors une politique plus conforme aux intérêts des travailleurs ! Ou bien le POI qui déclare le 14 octobre *« Constatons qu'à ce jour, la volonté clairement affirmée de millions de travailleurs de se battre pour mettre en échec cette politique archi -réactionnaire de régression sociale se heurte à la difficulté de rassembler cette immense force. Chacun ayant les meilleures raisons du monde, ce qui finit par aboutir à diviser les forces, laissant les mains libres à Macron au service du capital. »* Tous les bureaucrates



16 octobre 2017, Martinez (CGT) et Philippe (chef du gouvernement) au début des concertations contre l'assurance chômage / photo Jacques Demarthon, AFP



30 septembre, Bordeaux, la casserrolade clairsemée de LFI / photo Nicolas Tucat, AFP

ayant les meilleures raisons du monde peuvent donc dormir tranquilles, le POI se propose de constituer un énième *« Comité national »*, cette fois-ci *« de résistance et de reconquête »*, tout en prévenant qu'*« il ne s'agit en aucun cas de se substituer aux organisations syndicales et politiques déjà existantes, mais simplement de contribuer au regroupement des forces nécessaires... »*.

La victoire du retrait du CPE contre la succession des défaites programmées

Évidemment, ce ne sont pas les politiques de ces organisations qui font directement reculer la grande masse des travailleurs et des jeunes, mais les échecs successifs depuis les grèves en défense des retraites de 2007, puis 2010, et bien d'autres défaites de secteurs entiers chez les enseignants, les hospitaliers, à la SNCF, Goodyear, les universités, etc. tous occasionnés par la trahison des appareils politiques et syndicaux contrôlant le mouvement ouvrier qui, à chaque fois, négocient les attaques en amont et disloquent ensuite les mouvements. Or la lutte des classes n'est pas une ardoise magique qui permettrait après chaque défaite d'effacer tout et de recommencer comme si de rien n'était, contrairement aux rodomontades des centristes et de la direction de la CGT qui prétendent à chaque coup que la rentrée sera chaude.

Ce n'est pas tant que les échecs laissent des traces, font reculer les hésitants. Leur succession persuade peu à peu une partie croissante des travailleurs, non pas que la lutte est inutile, mais que ces sortes de luttes sont inutiles, sans pour autant qu'ils trouvent d'autres perspectives pour le combat. La dernière victoire pour la classe ouvrière et la jeunesse un tant soit peu significative date de 2006, avec le retrait du CPE. Cette victoire a été obtenue car dans le secteur des universités, c'est la grève générale qui s'est imposée et non les journées d'action éparpillées, et que voyant la grève générale de ce secteur face au gouvernement, les travailleurs manifestaient leur solidarité, constituant une menace supplémentaire pour le gouvernement. Le retrait du CPE a été obtenu car la grève générale des universités était contrôlée par les assemblées générales, organisées dans une coordination nationale de délégués élus et mandatés, qui a permis d'écarter en partie les manoeuvres des directions syndicales qui avaient tout du long tenté de négocier des aménagements cosmétiques au CPE, contre l'exigence du retrait portée par les assemblées générales. Mais cette victoire partielle n'a rien à voir avec les défilés au son des chansonnettes qu'organisent aujourd'hui les bureaucrates syndicaux qui font mine de s'opposer.


lutte ouvrière

10 octobre, 19 octobre...

Public, privé : se défendre tous ensemble

Espagne, Entre deux nationalismes | Fonction publique, Les raisons de la colère | Entreprises, Les attaques ne passent pas

l'Anticapitaliste

PARADIS FISCAL POUR LES UNS

ENFER SOCIAL POUR LES AUTRES

LE 16 NOVEMBRE CONTRE MACRON ET SON MONDE

Dossier PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

LO et NPA au service de Martinez

La bourgeoisie n'en a jamais fini d'essayer d'enterrer la perspective du socialisme

De plus, l'impasse organisée sur le terrain direct de la lutte se double d'une poursuite de l'offensive idéologique de la bourgeoisie pour faire reculer la conscience de classe, puissamment relayée par toutes les directions bourgeoises du mouvement ouvrier pour enterrer toute perspective socialiste. Que l'on songe à l'évolution du PS et du PCF, sans même revenir aux années 1930 quand SFIO et PC étaient obligés de défendre, quoiqu'en paroles seulement, l'expropriation des grands groupes, le plan de production, etc.

Évidemment, Blum et Thorez, plus tard Mitterrand et Marchais et aujourd'hui Mélenchon ou Laurent sont de même nature, des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, directement ou autrefois par l'entremise du stalinisme, et il ne s'agit pas de laisser croire que les uns étaient plus révolutionnaires que les autres, plus « à gauche »... Mais quand Mitterrand déclare en 1971 au congrès du PS d'Epinay, contre le courant rocardien, que nul n'a sa place au PS s'il n'est pour la rupture avec le capitalisme, lui, l'homme à la francisque, c'est qu'il n'a pas d'autre choix que de dire cela s'il veut draguer l'électorat ouvrier pour occuper la place qu'il désire.

A-t-on jamais entendu Hollande ou Hamon, tous les caciques du PS s'aventurer, même dans leurs déclarations les plus enflammées, au-delà des lois du marché, de la compétitivité retrouvée, assaisonnées d'un zeste de régulation et d'un soupçon de modernisation dans le domaine du droit civil (mariage pour tous) ? Ceux-là n'ont tout simplement plus besoin de se dissimuler derrière le drapeau du socialisme pour poursuivre leur besogne au compte de la bourgeoisie. La conscience de la possibilité et de la nécessité de marcher au socialisme a reculé

dans la conscience des salariés et des jeunes depuis la réintroduction du capitalisme en RDA et en Russie, puis en Chine et au Vietnam, avec la disparition de ce qui restait encore des traits socialistes des États ouvriers bureaucratisés et dégénérés, comme la propriété étatique des principaux moyens de production, le monopole étatique du commerce extérieur, divers acquis pour la classe ouvrière et la jeunesse en terme de droit à la santé, à l'éducation, etc.

Qu'une fraction des couches supérieures du salariat, cadres, professeurs, ait succombé aux charmes de Macron et voté pour lui ou que, en Corse, une partie de la population cède aux sirènes du nationalisme bourgeois, n'en sont que deux illustrations parmi d'autres. Pourtant, cela ne suffira jamais car le pourrissement sur pied du capitalisme au stade impérialiste génère toujours et encore la recherche d'autres perspectives que d'accepter de s'acheminer peu à peu vers la barbarie. C'est pour cette raison qu'à l'occasion du centième anniversaire de la révolution de 1917, la bourgeoisie et ses multiples auxiliaires ont déployé toute une panoplie d'émissions, d'articles, de livres pour à nouveau salir le combat des bolcheviks, assimiler la prise du pouvoir à un putsch et le bolchévisme au stalinisme.

Garder le cap

La bourgeoisie avance indiscutablement, elle va accélérer encore le rythme de ses attaques, certes encouragée par ses succès contre la classe ouvrière, mais aussi par le simple fait de la concurrence mondiale entre les principaux impérialismes, scène sur laquelle la bourgeoisie française continue de perdre des places avec un déficit de la balance commerciale qui va croissant, malgré les ventes d'armes, avec une dette publique qui atteint quasiment les 100 % du PIB alors que les taux d'intérêt, jusqu'à présent très bas, peuvent remonter rapidement. Elle va accélérer car l'horizon international se fait de plus en plus incertain, avec des affrontements nombreux ou des menaces de conflits, qui opposent le plus souvent, derrière les puissances régionales qui s'affrontent, les intérêts contradictoires des grandes puissances impérialistes. Elle va accélérer car si la crise de 2008/2009 a été surmontée par les attaques contre le travail, l'injection massive de liquidités par la Banque centrale européenne et non par la destruction significative de capital, la reprise est donc « molle » selon les commentateurs. En vérité, tous les facteurs d'une nouvelle crise, avec notamment une spéculation boursière hors de proportion, s'accumulent à nouveau.

Les reculs successifs conduisent la classe ouvrière et la jeunesse à une apparente résignation. Mais il n'y a pas eu écrasement, il n'y a pas eu défaite majeure comme par exemple celle que Thatcher avait imposée en 1985 aux mineurs britanniques après un an de grève laissée isolée et encore moins la destruction du mouvement ouvrier allemand par Hitler en 1933. La plus faible participation des travailleurs aux journées d'action bidon signifie également que les salariés refusent de brûler inutilement leurs cartouches. Il germe contradictoirement dans cette situation une maturation politique, une recherche politique de la fraction la plus décidée et combative. C'est précisément pour tenter de la capter que certains parlent, mais seulement après la bataille, de la grève générale, et encore, présentée comme la suite des journées d'action.

Tirer le bilan sans concession des échecs où ont conduit les bureaucrates syndicaux, les directions bourgeoises des partis ouvriers, accompagnées voire défendues par les organisations parlant au nom de la révolution, est une nécessité vitale. En définitive, la politique de soutien ouvert ou camouflé des organisations politiques qui parlent de révolution, se réclament parfois du trotskysme, aux dispositifs contre-révolutionnaires des appareils qui contrôlent le mouvement ouvrier ne leur est pas seulement une aide précieuse, notamment dans les syndicats, pour soutenir la collaboration de classe du dialogue social, faire adopter ou couvrir les actions bidons et juguler les oppositions. Cette couverture joue également un rôle néfaste encore plus important : elle dévoie dans des impasses la recherche de solutions politiques de toute une fraction de la classe ouvrière et de la jeunesse qui veut se dresser contre le gouvernement, n'accepte plus la politique de sabotage des appareils et qui veulent également une organisation révolutionnaire.

Aider les militants, travailleurs et jeunes qui cherchent à s'orienter vers la lutte des classes pour préparer les affrontements inévitables, leur donner la perspective de la construction d'une organisation communiste révolutionnaire et internationaliste, voilà notre objectif.

7 décembre 2017



Chaque brochure 2 euros auprès des militants

Le **budget** 2018 de l'État

Entre 20 et 80 milliards d'euros de fraude par an

Un des mythes prônés par la classe dominante est que l'État est neutre et que tous les citoyens contribuent à ses dépenses en fonction de leur capacité.

L'enquête internationale de plusieurs journaux (« Paradise Papers ») a permis de mieux connaître l'étendue de l'évasion fiscale. D'après les calculs de l'économiste français Gabriel Zucman, professeur à l'université de Berkeley (États-Unis), 350 milliards d'euros échappent chaque année aux administrations fiscales. Ces pertes se chiffrent à 100 milliards de dollars par an pour les pays dominés (un tiers de ce montant suffirait à lui seul pour financer les soins de santé essentiels de leur population et éviter 8 millions de morts par an), 120 milliards d'euros pour l'Union européenne dont 20 milliards pour la France. Selon SUD-Finances publiques, la fraude fiscale et sociale en France représente au bas mot entre 60 et 80 milliards d'euros par an (alors que le déficit budgétaire de l'État était de 70 milliards d'euros en 2016).

Même si tous les revenus étaient déclarés au fisc, les impôts « progressifs » (qui prennent plus en proportion aux riches qu'aux pauvres) sont minoritaires : l'impôt sur le revenu représente 23,9 % des ressources de l'État français, l'impôt sur les sociétés 9,5 %.

Les autres, les impôts officiellement « proportionnels » se targuent de prendre la même proportion aux riches et aux pauvres. En fait, ils prennent une part plus grande de leur revenu aux pauvres, car les riches ne sont pas forcés de tout dépenser et sont les seuls à pouvoir épargner massivement. Ce sont ces impôts qui l'emportent nettement : la TVA à elle seule constitue 48,6 % des recettes de l'État et il faut y ajouter la taxe sur les produits énergétiques qui rapporte 3,5 % des recettes. En outre, sous des prétextes variables, le droit fiscal comprend délibérément des exceptions (les « niches fiscales ») qui profitent aux riches.

> *La fiscalité moderne, dont les impôts indirects sur les objets de première nécessité forment le pivot, renferme en soi un germe de progression automatique… L'influence délétère que ce système exerce sur la situation des salariés s'est accompagnée historiquement de l'expropriation massive et forcée des paysans, des artisans et des autres éléments de la petite-bourgeoisie.* (Karl Marx, *Le Capital*, livre I, 1867, ch. 31)

Macron, comme Trump au même moment aux États-Unis, défend une platitude aussi vieille que la bourgeoisie selon laquelle il faut que les capitalistes soient toujours plus riches. En effet, ce sont eux qui peuvent investir, si cela leur chante, et embaucher, s'ils le jugent profitable.

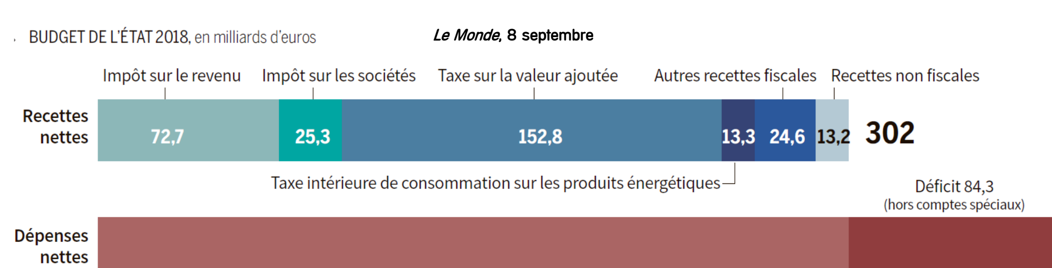
> *Il ne faut pas que le capital soit taxé comme avant, le risque doit être récompensé. Nous voulons créer les richesses avant de les redistribuer.* (Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, *La Tribune*, 27 septembre)

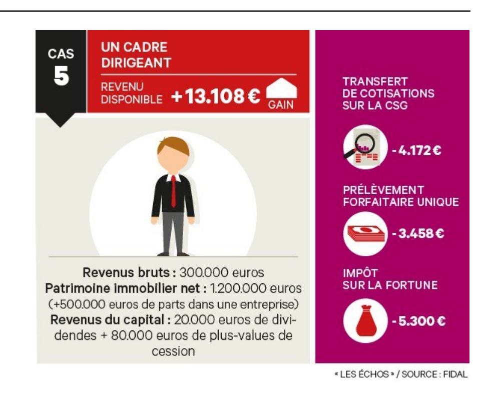
Par conséquent, le budget de l'État 2018 prévoit qu'ils contribueront moins et, symétriquement, que les dépenses qui profitent à la population laborieuse seront limitées.

La baisse des prélèvements sur le capital

Du côté recettes, le premier budget du gouvernement Macron-Philippe, voté par la majorité LREM (306 députés) ainsi qu'une partie des députés MODEM (47) et LR (12), contient :

- La réforme de la taxe d'habitation. La TH sur la résidence principale va être progressivement supprimée sur trois ans pour 80 % des ménages, avec un coût pour les finances publiques estimé à trois milliards d'euros en 2018, 6,6 milliards en 2019 et 10,1 milliards en 2020.
- L'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU) sur les « revenus du capital » d'un taux de 30 %. Il s'appliquera à tous les revenus de capitaux mobiliers, jusqu'ici soumis au barème de l'impôt sur le revenu, ainsi qu'aux nouveaux plans d'épargne logement et à l'assurance vie, pour la fraction des encours supérieure à 150 000 euros. Le gouvernement a chiffré le coût de sa mise en place à 1,3 milliard d'euros en 2018 et 1,9 milliard d'euros en 2019.
- La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au champ déjà très réduit, remplacé par un impôt sur la fortune immobilière (IFI). L'IFI, applicable au seul patrimoine immobilier, ne devrait rapporter que 900 millions d'euros par an, soit 3,2 milliards de moins que l'ISF qui était acquitté par plus de 340 000 contribuables.
- La suppression de la taxe à 3 % sur les dividendes.
- L'annulation de l'élargissement de la taxe sur les transactions financières. Il n'y aura pas d'ex-





« LES ÉCHOS » / SOURCE : FIDAL

tension de la taxe sur les transactions financières (TTF) aux transactions infra-journalières au 1er janvier 2018.

- La hausse du prix du gazole. Une augmentation de la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE) de 2,6 centimes par litre est prévue chaque année durant quatre ans.

La hausse des dépenses liées au maintien de l'ordre et aux interventions militaires

L'appareil judiciaire et carcéral, la police et l'armée de métier sont traités de manière différente des autres administrations. Pour celles-ci, austérité et coupe des effectifs ; pour celles-là, recrutement accru et largesses budgétaires.

Le budget entérine une réduction de 1,7 milliard d'euros du montant des aides personnelles au logement.

Le nouveau Grand plan d'investissement apportera aux « entreprises » 13,1 milliards d'euros au nom de la « compétitivité sur l'innovation ».

Les salaires des travailleurs de la fonction publique seront bloqués (gel du point d'indice) et l'État économisera aussi avec le rétablissement du jour de carence de Sarkozy.

Si 1 870 emplois seront créés dans les secteurs de l'Armée, de la Justice et de la Sécurité, en revanche sur l'ensemble des autres ministères et des opérateurs de l'État comme Pôle emploi, ce sont 4 988 emplois qui seront supprimés en 2018. Seront particulièrement amputés les ministères de l'Économie et de l'Écologie.

Le budget de « la justice » augmentera de 3,9 % en 2018, celui de « la défense » de 5,6 %, celui de « l'intérieur » de 7 %. Macron a prévu de recruter sur le quinquennat 1 000 gardiens de prison, 10 000 gendarmes et policiers.

Officiellement, les tribunaux et les prisons reçoivent plus de 7 milliards d'euros, la police nationale et la gendarmerie presque 13 milliards d'euros, les trois armées plus de 34 milliards d'euros, au total les dépenses « régaliennes » s'élèvent à 2,5 % du PIB. Encore sont-elles sous-estimées car elles omettent les polices municipales, les subventions aux groupes de l'armement, les dépenses affectées à la recherche scientifique qui visent en fait à perfectionner les moyens d'espionnage et de destruction, etc. En outre, bien que les douanes soient rattachées au ministère de l'Économie, une bonne partie de leur personnel sert à la répression, notamment à la chasse aux immigrés.

Le mouvement ouvrier face au budget

Si les organisations issues de la classe ouvrière défendaient les intérêts des travailleurs salariés, elles auraient dû combattre ensemble par tous les moyens contre un tel budget. Il n'en a rien été parce que les principales d'entre elles sont sociales-patriotes : elles acceptent le mythe d'un intérêt national et d'un État au-dessus des classes.

> *L'État n'est rien d'autre que le pouvoir total organisé des classes possédantes, des propriétaires fonciers et des capitalistes en face des classes exploitées, des paysans et des ouvriers.* (Friedrich Engels, *La Question du logement*, 1872)

La CFDT a refusé de condamner le projet de budget 2018 du gouvernement Macron-Philippe. La direction de la CGT l'a fait, mais sans point de vue de classe (elle l'explique par des idées erronées, un « attachement idéologique »). Elle attribue les choix gouvernementaux, comme celle de FO, à l'étranger.

> *Le PLF prévoit que le déficit public (État, collectivités territoriales, sécurité sociale) soit ramené en 2018 à 2,6 % du PIB (contre 2,9 % en 2017) cela afin de respecter les engagements vis à vis de l'Europe.* (FO, *Budget 2018*, 29 septembre)

> *Le budget 2018 confirme les choix annoncés par le tandem Macron-Philippe : respect des traités européens et attachement idéologique au libéralisme économique. Conformément au discours libéral, l'obsession de ce budget est de réduire le « poids des prélèvements obligatoires » et les dépenses publiques.* (CGT, *Budget 2018,* 2 octobre)

Le prolétariat n'a aucun intérêt à défendre les « prélèvements obligatoires ». Il doit faire en sorte que le fardeau des impôts et des cotisations sociales soit transféré des producteurs aux exploiteurs.

> *Impôt fortement progressif.* (*Manifeste du parti communiste,* 1847) ; *Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif.* (Parti ouvrier, *Programme d'Amiens*, 1880)

De même, la classe ouvrière n'a aucun intérêt à voir augmenter toutes les dépenses publiques. La CGT et FO refusent de dénoncer le financement de plus en plus ruineux de l'État policier et du militarisme. Il faut dire que, comme toutes les centrales syndicales, CGT et FO syndiquent les policiers. De même, quand ils sont au pouvoir, les partis réformistes renforcent le coûteux État bourgeois et en vivent.

> *La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Toutes les*

> *révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur.* (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852)

Les partis prêts à gérer le capitalisme français (PS, LFI, PCF, Générations…) ont certes dénoncé l'injustice sociale du projet de budget 2018 mais ils ne s'y sont pas opposés en pratique. Ils se sont bornés à des effets de manche à l'Assemblée et, encore plus ridiculement dans le cas du PCF, à une dérisoire pétition au président.

Le Parti « socialiste » veut donner la *« priorité aux PME »* et leur faire cadeau de 250 millions d'euros supplémentaires (Nouvelle gauche, *Contre-projet*, 4 octobre). Le PS ne met pas du tout en cause le militarisme et l'État policier.

> *La dépense publique sert la croissance et l'emploi. La réduire de manière trop importante serait préjudiciable à la bonne santé conjoncturelle du pays.* (PS, *Budget 2018*, 19 septembre)

Le Parti « communiste » prétend que le budget est dicté par l'étranger et non par la bourgeoisie française.

> *L'objectif est triple : baisser le « coût du travail » au lieu de s'attaquer au coût du capital, baisser les prélèvements obligatoires finançant les services publics pour laisser s'envoler les prélèvements financiers, et satisfaire ainsi aux conditions exigées par la Bundesbank, Berlin et la BCE.* (PCF, *Budget 2018*, 27 septembre) ; *Au lieu de suivre les cures d'austérité imposées par la Commission européenne.* (PCF, *Contre-projet,* 25 octobre)

Le PCF ne met pas en cause les dépenses guerrières et policières, mais il demande seulement qu'elles soient étendues aux autres « services publics ».

En outre, il propose de donner 8 milliards d'euros supplémentaires aux *« TPE, PME, artisanat, industrie »* (PCF, *Contre-projet*, 25 octobre, p. 3).

LFI n'a rien contre sur le militarisme et l'État policier qui font pour lui partie des *« services publics »* fournis par un État qui serait *« au service de l'intérêt général »*.

> *Nouvelle baisse des effectifs en vue. Le service public garant de l'intérêt général sera encore fragilisé.* (LFI, *Budget 2018*, 18 octobre)

Le parti antidémocratique et patriotique de Mélenchon veut faire des cadeaux supplémentaires *« aux entreprises »*… pour 8 milliards d'euros ! (LFI, *Contre-projet*, 2 novembre, p. 34). LFI recruterait au total 12 000 flics et matons (plus que Macron !) et rémunérerait mieux les militaires.

> *Des créations d'emplois s'imposent dans… la police et la justice.* (LFI, *Contre-projet*, 2 novembre, p. 25) ; *Mission défense : augmentation des soldes et renouvellement du matériel : 1,2 milliard d'euros* (p. 42)

Pour la rupture avec la bourgeoisie et la mise en cause de l'État bourgeois, les travailleuses et les travailleurs conscients doivent s'organiser et se battre dans les syndicats, les lieux de travail de vie et de formation :

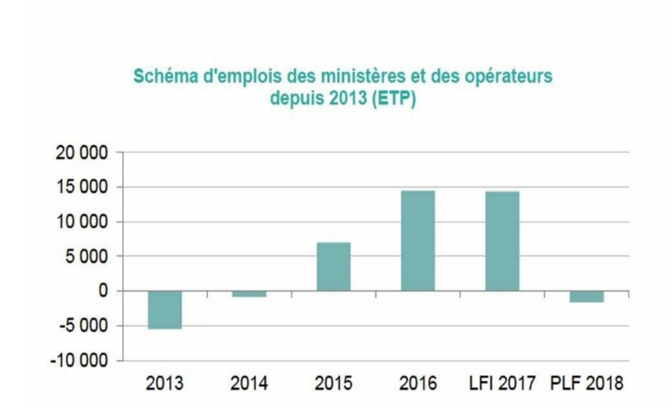
À bas le budget 2018 !

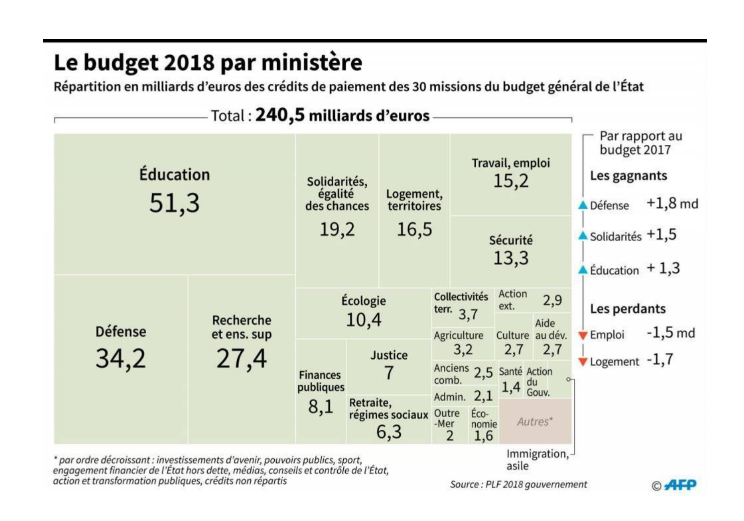
Annulation de la dette publique ! Abolition des impôts qui renchérissent la consommation des biens et services de base (TVA, etc.) ! Suppression de toutes les niches fiscales !

Fiscalité progressive sur les revenus élevés et les gros patrimoines ! Contrôle des comptes des grands groupes par leurs travailleurs, ceux des banques et du fisc !

Pas de rémunération d'élu au-dessus du salaire d'une travailleuse qualifiée ! Fermeture des bases militaires à l'étranger ! Licenciement des corps de répression et de l'armée de métier ! Armement du peuple comme en 1789, en 1848, en 1871 et en 1944 !

1 décembre 2017





Le budget 2018 de la Sécu les plans contre les chômeurs et la retraite

Le capitalisme et les dépenses sociales : des concessions limitées et fragiles

Plus de la moitié de la population mondiale (4 milliards sur 7,6) n'a aucune protection sociale. Par contre, l'accès aux soins, au logement, à l'instruction, à l'indemnisation du chômage... a été considérablement étendu en Europe en 1945, quand le peuple s'est armé en Italie et en France, quand l'Armée rouge est entrée à Berlin, quand la révolution sociale a menacé l'ordre bourgeois sur le continent.

La protection sociale garantit des droits, au contraire de la charité des sociétés précapitalistes. À ce moment, elle a pris deux formes différentes : prise en charge de la solidarité sociale par l'État en Suède, au Danemark, en Norvège, en Grande-Bretagne... ; création par l'État d'une assurance sociale obligatoire en Allemagne, en Belgique, en France...

Le lien entre le salariat et les prestations sociales est plus clair dans le second système. Pourtant, dans les deux cas, cela signifie que, outre le salaire individualisé qui est versé directement à chaque travailleuse ou travailleur des entreprises et de l'État, il existe un salaire collectivisé, mutualisé, différé, indirect dont les travailleurs touchent une part dans certaines situations : maladie, retraite, grossesse, etc.

Quel que soit le système, le salaire collectivisé a deux origines différentes :

1. une part est supportée par le capital, donc au détriment du taux de profit, quand il s'agit de cotisations sociales payées par les employeurs ou bien d'impôts acquittés par les entreprises et les hauts revenus ;
2. une part est financée, sans nuire au taux de profit, en amputant le pouvoir d'achat des salariés, soit par des cotisations sociales payées par les salariés (qui diminuent le « salaire net » du bulletin de salaire), soit par des impôts supportés par les salariés (CSG, impôts sur la consommation comme la TVA...).

Si ces concessions d'après-guerre ont diminué les inégalités, elles ne les ont pas supprimées. Elles ne le pouvaient pas car elles étaient, dans tous les pays, conçues par des gouvernements bourgeois dans le but de sauvegarder le capitalisme. Par exemple, en France, le gouvernement du général De Gaulle (MRP-PS-PCF) avait refusé de transformer les médecins en salariés et d'assurer la gratuité des soins (contrairement au NHS britannique). Le « régime général de la sécurité sociale » était financé non seulement par les cotisations des employeurs, mais, scandaleusement, aussi par des prélèvements obligatoires sur les salaires selon un principe hérité du chancelier Bismarck et du maréchal Pétain. Certaines prestations, et non des moindres, étaient proportionnelles au revenu antérieur : maladie, retraite, chômage... Si le régime général couvrait les « risques » maladie-grossesse, vieillesse, famille, maladies professionnelles-accidents du travail, il ne protégeait pas contre le chômage ; il a fallu y ajouter ultérieurement un organisme supplémentaire, très insuffisant, l'UNEDIC. Comme la protection de la Sécu restait inférieure à celle arrachée par les travailleurs salariés de quelques secteurs, les « régimes particuliers » de ces derniers furent maintenus. En outre, la protection sociale des ouvriers agricoles fut confiée au régime des capitalistes et des petits-bourgeois de l'agriculture (MSA).

La période d'expansion capitaliste qui a suivi la 2e Guerre mondiale et la montée révolutionnaire des années 1960-1970 ont garanti, voire étendu les droits sociaux (santé, instruction, logement...) dans tous les centres impérialistes. Cependant, avec le retour de la crise capitaliste mondiale en 1973-1974, tous les gouvernements bourgeois sont venus en aide à la classe capitaliste au détriment de la classe ouvrière. L'État a baissé les prélèvements sur les entreprises et les grandes fortunes, subventionné les entreprises, précarisé davantage les salariés, diminué les dépenses publiques qui bénéficient à la classe ouvrière...

Les partis « réformistes » (Labour Party britannique, SPD allemand, PS français, PCF, PS belge, PSOE espagnol, PRC italien...) au gouvernement n'ont pas eu de politique très différente de celles des partis bourgeois. Les chefs syndicaux, dans tous les pays, ont accepté de négocier la flexibilité du salaire et du temps de travail, la réduction des pensions de retraites, les hausses de cotisations de salariés, etc., le tout « pour sauver le système ».

Le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn contre le droit à la santé et les travailleurs des hôpitaux publics

Le gouvernement a repoussé la généralisation du tiers payant qui se heurtait à la résistance de certaines associations de médecins libéraux.

Le budget 2018 de la sécurité sociale prévoit 3 milliards d'euros de réduction de dépenses de l'assurance maladie, la moitié doit être assumée par les établissements hospitaliers où règne déjà l'épuisement professionnel.

D'abord, 1,6 milliard d'euros d'économie seraient par la réforme de la tarification et l'extension de la chirurgie ambulatoire qui consiste à faire sortir l'opé-

Évolution du solde par branche de 2014 à 2017 (en Md€)

En Md€	2014	2015	2016	2017 (p)
Maladie	-6,5	-5,8	-4,8	-4,1
Accidents du travail	0,7	0,7	0,8	1,0
Vieillesse	-1,2	-0,3	0,9	1,3
Famille	-2,7	-1,5	-1,0	0,3
Régime général	**-9,7**	**-6,8**	**-4,1**	**-1,6**

source : *Projet de loi de financement de la sécurité sociale2018*

ré le jour même de son intervention. La sécurité du patient et le suivi des soins ne sont pourtant pas toujours garantis, surtout pour les pauvres. La clientèle des autres fait la fortune des « hôtels hospitaliers » privés qui se développent comme des parasites autour des grands hôpitaux.

L'autre mesure est l'augmentation du forfait hospitalier de 2 euros. Ceux qui ont une assurance de santé complémentaire le sentiront par les tarifs (primes d'assurance) qui augmentent régulièrement.

Enfin, le gouvernement veut diminuer les remboursements de médicaments de 1,4 milliard d'euros.

Dans la continuité des lois Bachelot et Touraine, le président Macron, le gouvernement Philippe, la majorité LREM, en refusant de donner à l'hôpital public les moyens de remplir ses missions, assurent la rentabilité des cliniques privées dont la centralisation se poursuit. L'équipement de pointe est partagé dans le cadre des agences régionales de la santé.

L'État bourgeois tire même de l'argent des hôpitaux publics (et donc de la Sécu) en prélevant 4 milliards d'euros par an de taxe sur les salaires.

Gratuité totale des soins !

Abrogation de l'Ordre des médecins et de tous les ordres médicaux et paramédicaux ! Affectation de médecins aux « déserts médicaux » ! Interdiction des dépassements d'honoraires !

Fin des exonérations de cotisations sociales des employeurs ! Financement par les patrons de l'assurance-santé !

Prise en compte de toutes les maladies professionnelles ! Sécurité sociale unifiée gérée par les seuls représentants élus des travailleurs !

Des moyens pour la protection maternelle et infantile, la santé scolaire ! Aucune fermeture d'hôpital ou de service ! Réouverture des hôpitaux et maternités fermés ces dernières années ! Budget nécessaire au fonctionnement de la santé publique !

Titularisation des précaires quelle que soit leur nationalité ! Embauche de tout le personnel nécessaire ! Paiement décent des élèves infirmiers et des étudiants en médecine !

Expropriation des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des groupes de l'industrie médicale, des compagnies d'assurance maladie ! Intégration des mutuelles à la Sécu !

Le patronat et le gouvernement contre les chômeurs

Dans le capitalisme, le chômage de masse est la règle, le plein-emploi l'exception. En France, depuis 1979, même dans sa définition la plus restreinte, même dans les phases d'expansion économique, le nombre officiel n'est jamais descendu au-dessous du million de travailleurs et 5 % de la population active. Fin 2017, malgré la reprise en cours dans la zone euro, il y a selon la définition la plus restreinte 2,6 millions de chômeurs (hors Mayotte), dont 1,2 million de « longue durée » (depuis plus d'un an). La définition la plus large aboutit au nombre de 6,6 millions. Le taux de chômage s'élève à 22,7 % chez les 20-25 ans. Alors que les cadres du secteur privé sont 3,9 % à chercher du travail, les ouvriers qualifiés sont 11,8 %, non qualifiés 20,2 %, les employés du commerce 16,4 %. Les hommes descendants d'immigrés maghrébins ont des taux d'emploi inférieurs à ceux des hommes sans ascendance migratoire : l'écart entre les deux groupes est de 23 % durant les dix années qui suivent la fin des études.

Si le chômage de masse pénalise la demande, il permet aux entreprises d'exercer un chantage permanent envers les travailleurs qui ont un emploi et ceux qui en cherchent un. Le résultat est que la précarité croît, en particulier pour les jeunes, et que le pouvoir d'achat des salariés stagne.

Une autre conséquence est que le régime de l'assurance-chômage, cogéré par le patronat et les syndicats, a évolué en restreignant les droits des chômeurs. Les « partenaires sociaux » ont considérablement réduit les allocations chômage. En 1969, l'indemnisation s'élevait à 90 % du salaire antérieur et portait jusqu'à 3 ans ; en 2017, c'est 57 % pour 2 ans. Plus de la moitié des chômeurs (56 %) n'en reçoit pas ou plus. La dernière convention, en mars, a restreint la durée d'indemnisation des seniors.

> *Jusqu'ici, les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans peuvent bénéficier d'une durée d'indemnisation atteignant 36 mois au maximum, au-lieu des 24 mois du régime général. Pour l'avenir, le protocole d'accord remonte cette borne à 55 ans.* (*La Tribune*, 29 mars)

L'État a dû inventer des aides sociales pour compenser, dont la principale est le RSA. Le montant des prestations reste si faible (car il s'agit, selon les nantis, *« d'inciter à chercher un emploi »*) que les travailleurs paupérisés sont contraints de s'adresser, comme au XIXe siècle, à des organismes de charité du type Restaurants du cœur ou Secours catholique.

L'État prélève déjà 10 % du financement de Pôle emploi sur les caisses de l'UNEDIC, soit plus de 3 milliards d'euros volés aux chômeurs. Sans cette ponction, le régime serait équilibré. Mais Macron veut plus encore, faire contribuer l'UNEDIC à des dépenses qui

ne bénéficient pas aux salariés. Non seulement le gouvernement a décidé le resserrement des contrôles par Pôle emploi, le durcissement des sanctions (en cas de refus de deux offres d'emplois « raisonnables »), mais il annonce l'extension de la couverture aux travailleurs indépendants et aux démissionnaires qui veulent créer une entreprise.

Formation validée des chômeurs par un diplôme par l'enseignement public et l'Association pour la formation professionnelle des adultes, sous contrôle des syndicats de salariés !

Interdiction des licenciements ! Fin du temps partiel imposé ! Un emploi pour tous ! Réduction de la semaine de travail jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs sans baisse de salaires !

Boycott par les représentants syndicaux du Conseil d'orientation pour l'emploi ! Le patronat et l'État hors de l'UNEDIC ! Contrôle ouvrier sur les embauches ! Lancement de grands chantiers pour le logement social et les infrastructures nécessaires !

Le gouvernement Macron-Philippe-Pénicaud contre la retraite

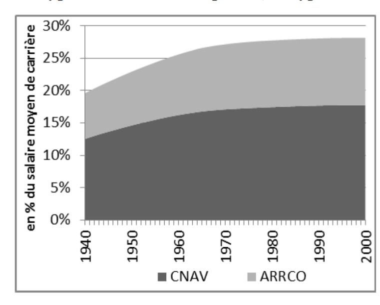
Bloquées pendant deux ans, les pensions de retraite du régime général (branche vieillesse de la Sécu) n'ont été revalorisées au 1er octobre 2017 que de 0,8 %. Or, l'inflation a été sur un an de 1,2 %. La dernière revalorisation des pensions du régime complémentaires de retraite (Agirc-Arrco) remonte à avril 2013.

Le pouvoir d'achat sera, de plus, atteint par un nouveau report de la date de la revalorisation annuelle des pensions. En 2009, elle était passée de janvier à avril, en 2014 d'avril à octobre ; en 2018, ce sera d'octobre à janvier. La perte équivaut ainsi au montant d'un an de revalorisation sur une période de moins de dix ans.

En outre, la contribution sociale généralisée (CSG) augmentera au 1er janvier 2018 de 1,7 point (pour atteindre 8,3 %) pour les retraités qui ont un revenu net de plus de 1 394 euros par mois. La compensation annoncée, à savoir la suppression de la taxe d'habitation, sera étalée, quant à elle, jusqu'en 2022. Et cette suppression ne bénéficiera pas à ceux qui ne paient déjà pas cet impôt en raison de leurs faibles revenus (3,5 millions de pensionnés sur 7).

Une offensive supplémentaire contre le droit à la retraite sera présentée au parlement en 2018. Les 37 régimes actuels sont dans le collimateur. Il n'y aurait

Figure 2.36 – Taux de cotisation moyen pour la retraite sur l'ensemble de la carrière pour le cas type de non-cadre du privé (cas type n° 2 du COR)



Lecture : pour la génération 1955, le taux de cotisation est, en moyenne sur l'ensemble de la carrière, de 24,4 %.

Les cotisations chômage augmentent pour chaque génération
source : COR, *Rapport annuel 2017*, p. 111

plus qu'un seul régime dit « universel et à compte notionnel ».

- « universel » car, au lieu d'aligner tous les salariés sur le régime le plus favorable, ils seraient alignés sur le pire ; sans parler du financement possible par les salariés du déficit des régimes des « indépendants » ou des « exploitants agricoles » ;
- « à compte notionnel » car les cotisations versées donneraient droit à des points et le montant de la pension dépendrait du nombre de points cumulés durant la carrière, de l'espérance de vie et du taux de croissance de l'économie. La pension ne peut donc pas être connue à l'avance. Ce système s'applique déjà à l'Agirc-Arrco, où siègent tous les « partenaires sociaux ». Il conduit à une hausse des cotisations des salariés et à une diminution de la valeur des pensions de retraites complémentaires.

Cette éventualité est préparée de longue date (au moins 2009) par le « Conseil d'orientation des retraites » (COR), dans lequel siègent les représentants des syndicats. Les chefs syndicaux se préparent à se concerter avec le gouvernement sur son projet contre le droit à la retraite.

Départ à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) ! Retour aux 37,5 annuités pour tous et prise en compte des périodes de chômage et de stage ! Calcul pour tous sur les 6 meilleurs mois !

Pas de retraite inférieure au SMIC ! Indexation des pensions sur les salaires !

Boycott par les syndicats du Conseil d'orientation des retraites ! Aucune concertation sur les projets contre les retraites !

1 décembre 2017

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à
ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE
NOM .... Prénom ....
Adresse postale ....
Adresse électronique ....@..

La recherche sous Macron

Le projet de loi de finances 2018 présenté en Conseil des ministres le 27 septembre 2017 confirme que la recherche publique va continuer à souffrir de la double contrainte de l'austérité budgétaire et du règne du profit sous le gouvernement Macron-Philippe et la majorité LREM de l'Assemblée nationale (qui comprend quelques chercheurs soit naïfs, soit arrivistes).

La recherche scientifique et technique, fondamentale et appliquée est évidemment subordonnée au capital quant à sa partie menée par les entreprises, soit 62 % de la « dépense intérieure de recherche et développement ». Une partie des activités de recherche des entreprises (environ 30 %) est financée par l'État au titre du « crédit impôt recherche » : au total 6 milliards d'euros, deux fois le budget du CNRS.

Même quand elle se déroule au sein des organismes publics, elle est de plus en plus soumise au capital, orientée vers la rentabilité, victime de l'accaparement par les « jeunes pousses » et les grands groupes français (par le biais de la « recherche partenariale »). Ainsi, 14 % des entreprises qui innovent ont un contrat avec la recherche publique ; pour 44 % d'entre elles, cela aboutit à un dépôt de brevet sur une période de 3 ans.

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, a annoncé une hausse de 712 millions d'euros dans le budget 2018 de la MIRES (mission recherche et enseignement supérieur), sur lesquels 501 millions d'euros seraient affectés à la « recherche », dont 87 millions aux organismes publics de recherche.

Mais à bien y regarder, ces prétendues hausses ne sont qu'un tour de passe-passe lorsqu'est analysé de plus près ce projet de budget, notamment la partie qui concerne l'essentiel des organismes publics de recherche (CNRS, INSERM, INRA, INRIA, IRD), l'ANR (Agence nationale pour la recherche), certains EPIC (CEA, CIRAD, IFREMER) : cette augmentation n'est plus en effet que de 46 millions d'euros (+0,9 %) et couvre surtout le financement des mesures liées aux décisions du protocole PPCR (parcours professionnels carrières et rémunérations, signé par CFDT, FSU, UNSA, CFTC). Les laboratoires de recherche devront attendre encore pour voir leurs moyens budgétaires satisfaire leurs besoins.

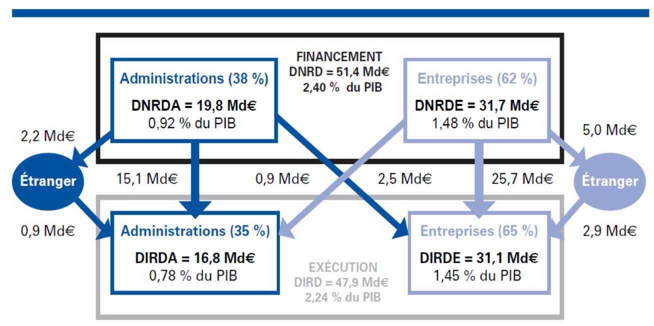
Sans moyens récurrents stables et pérennes, les équipes de recherche devront continuer à faire la manche auprès de l'ANR ou candidater aux appels d'offres du PIA3 (programme investissement avenir). L'ANR, voit son budget augmenté de 134 millions d'euros (+22 %), et si ses crédits sont injectés dans la recherche, leur affectation est fortement orientée sur des thématiques portées par les entreprises privées ou sujettes à des effets de mode.

Du côté de l'emploi scientifique, la disette se confirme puisqu'aucune création de postes dans l'enseignement supérieur et la recherche ne verra le jour en 2018. Pire, l'État s'oriente vers une diminution de 30 postes dans les EPST, dont 21 au CNRS, ou 8 à l'INRA, redistribués au bénéfice de l'ANR, strate bureaucratique qui distribue les deniers aux « bons candidats », c'est à dire ceux qui auront orienté leur recherche vers les intérêts directs et immédiats du capital. Autant dire que les conditions de travail des salariés dans les laboratoires de recherche publics vont encore se dégrader, et que les nombreux précaires qui y sont employés, et représentent 30 % des effectifs totaux, ne sont pas près de voir leur avenir professionnel s'améliorer.

Ensuite, s'ajoute une profonde démotivation, une perte de sens dans l'activité scientifique, lorsque la majorité des chercheurs doit passer son temps à remplir de la paperasse pour obtenir d'hypothétiques financements, pour poursuivre ses travaux, ou pour les personnels techniques subissant une pression croissante pour l'obtention de résultats de programmes à court-terme. La tutelle tatillonne sur la recherche publique contraste avec la libéralité des crédits publics aux entreprises, déversés sans la moindre exigence.

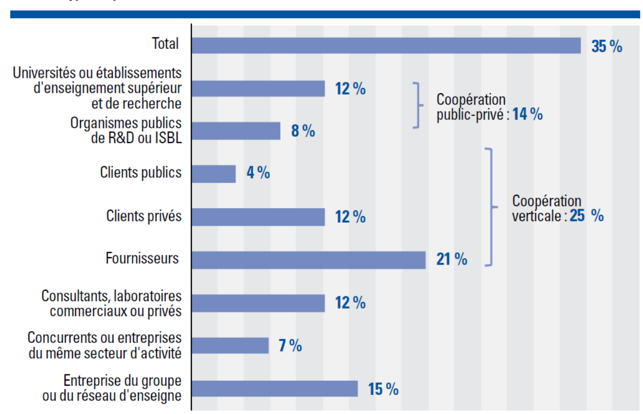
Enfin, de nouvelles mesures d'individualisation des primes RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte

GRAPHIQUE 1 - Le financement et l'exécution de la recherche en France en 2014 (résultats semi-définitifs)



Note d'information enseignement supérieur et recherche, décembre 2016

GRAPHIQUE 1 - Fréquence des coopérations des entreprises pour leurs activités d'innovation, selon le type de partenaire



Note d'information enseignement supérieur et recherche, février 2017

des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) s'appliquent aux ingénieurs et aux techniciens de l'ESR, à budget constant, renforçant la concurrence entre les agents. Pour l'instant, à l'INRA, où une très forte mobilisation des personnels a poussé à l'union entre les principales organisations syndicales, sa mise en oeuvre a été différée.

Cet exemple doit convaincre les travailleurs de la recherche que nulle paupérisation salariale, ni précarité galopante, ni mal-être au travail ne sont une fatalité.

Il faut, pour les empêcher, que les syndicats des personnels commencent par cesser de « faire des propositions » à la ministre et au gouvernement, refusent de participer aux tours de table du soi-disant « dialogue social » qui ne servent qu'à faire accepter les mesures d'austérité et de destruction des garanties collectives encore existantes, se battent ensemble pour les revendications de la base, fusionnent en un seul syndicat démocratique et de lutte de la recherche.

De la même manière, il faut exiger que les confédérations de salariés rompent la concertation permanente avec le gouvernement et engagent le combat uni contre le projet de budget 2018, taillé pour les riches, l'armée et la police.

Augmentation massive des crédits récurrents pour les laboratoires de recherche publique !

Titularisation immédiate de tous les personnels précaires des laboratoires publics !

Abrogation du dispositif RIFSEEP, intégration de toutes les primes dans les salaires, fin du blocage des salaires des fonctionnaires, rattrapage du pouvoir d'achat perdu !

Syndicats, cessez toute pseudo-concertation avec le gouvernement !

Assemblées générales démocratiques pour établir de véritables cahiers de revendication à la hauteur des besoins des personnels, pour imposer l'indépendance des syndicats, rompre avec l'État et préparer la grève générale !

23 octobre 2017





pour suivre l'actualité
groupemarxiste.info

pour prendre contact
groupe.marxiste.inter@gmail.com

Catalogne une nation opprimée



La Catalogne révolutionnaire, pour ainsi dire la grande banlieue ouvrière de l'Espagne, a, jusqu'à maintenant, toujours été opprimée par de fortes concentrations de troupes, comme Bonaparte et Thiers opprimèrent Paris et Lyon. C'est pourquoi les Catalans ont réclamé la division de l'Espagne en États fédéraux à administration autonome. Si l'armée disparaît, la principale raison de cette exigence disparaît ; l'autonomie pourra fondamentalement s'obtenir sans la destruction réactionnaire de l'unité nationale. (Friedrich Engels, *La République en Espagne,* 1er mars 1873)

L'autonomie de la Catalogne de 1979 à 2017, un sous-produit de la révolution prolétarienne

La poussée révolutionnaire mondiale des années 1960-1970 a particulièrement ébranlé la péninsule ibérique, avec un début de révolution prolétarienne au Portugal en 1974-1975 (passage des conscrits au côté du peuple, organes soviétiques, contrôle ouvrier…) et une crise révolutionnaire en Espagne au même moment (grèves, manifestations ouvrières, étudiantes, des nationalités opprimées).

L'ordre a été rétabli, l'État bourgeois consolidé, le capitalisme sauvegardé, les anciens fascistes recyclés grâce aux efforts conjugués de toutes les composantes de la bourgeoisie locale (portugaise, castillane, catalane, basque…), de la bourgeoisie mondiale (au premier chef, des puissances impérialistes de l'Union européenne : Allemagne, France…), des bureaucraties conservatrices usurpant le pouvoir dans les principaux États ouvriers dégénérés (URSS, Chine), des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière (PSP, PSOE, PCP, PCE, bureaucraties syndicales des CCOO et de l'UGT). En Espagne, l'abjection des nationalistes bourgeois (PNV, CiU…), des sociaux-démocrates (PSOE, UGT) et des staliniens (PCE-PSUC, CCOO) est allée jusqu'à accepter la monarchie, conformément au testament de Franco (pacte de la Moncloa d'octobre 1977, Constitution de 1978).

En contrepartie, la classe ouvrière, la jeunesse, les femmes, les minorités nationales arrachèrent les libertés démocratiques et l'autonomie du Pays basque, de la Catalogne, de la Galice. Par conséquent, la bourgeoisie catalane obtint son parlement et son gouvernement en charge de la santé, de l'éducation (qui a permis à la langue catalane autrefois persécutée de s'imposer), des services sociaux, des impôts. Elle disposait également de sa police avec les 21 000 Mossos d'Esquadra (agents d'escadron).

L'oppression était alors bien plus forte pour les immigrés vivant en Catalogne ou dans le reste de l'Espagne qu'envers les Catalans. Pas plus que le gouvernement de Madrid, la généralité de Catalogne n'a autorisé le vote des résidents « étrangers » (non espagnols) qui travaillaient sur le territoire.

Aujourd'hui, le roi et le gouvernement Rajoy du Parti populaire, tous deux héritiers du franquisme, reviennent sur les concessions démocratiques de la fin des années 1970. Ils font occuper la Catalogne par le Cuerpo Nacional de Policía (police nationale) et la Guardia Civil (gendarmerie) qui assurent la continuité étatique avec le régime fasciste.

La crise économique de 2008-2009 affaiblit le mouvement ouvrier postfranquiste

En 2009, face à la crise capitaliste mondiale qui a frappé de plein fouet la classe ouvrière et la jeunesse de l'État espagnol, le mouvement ouvrier « réformiste » (PSOE, PCE-IU, UGT, CCOO) s'est évidemment affirmé incapable de résister aux exigences de la bourgeoisie aux abois et d'ouvrir la voie du socialisme. Le PSOE était alors au gouvernement. En 2010, le gouvernement Zapatero a coupé dans les dépenses sociales et augmenté la précarité du travail. En 2011, il a porté l'âge de la retraite à 67 ans. Le PSOE l'a payé d'une déroute électorale sans précédent en 2011. Les directions CCOO et UGT n'y ont opposé que le simulacre de quelques journées d'action. Elles ont coopéré aux attaques de la bourgeoisie de toute l'Espagne ainsi que des gouvernements nationaux et régionaux, ce qui a affaibli considérablement les deux principales confédérations syndicales.

Le discrédit des organisations traditionnelles de la classe ouvrière a favorisé :

- en 2011, les manifestations massives et occupations de places par la jeunesse à l'appel de petits-bourgeois Indignados (indignés) ;

au sein de l'Europe « démocratique »

- en 2014, l'apparition d'un nouveau parti « réformiste », Podemos, dirigé par d'anciens staliniens liés au régime vénézuélien, pour capter politiquement le mouvement des indignés ;
- l'essor relatif de syndicats anarchistes (CGT, CNT) ou régionaux (CSI, LAB, IAC, COS…) ;
- un regain du nationalisme périphérique, en particulier en Catalogne.

Le nationalisme catalan bourgeois et petit-bourgeois uni provisoirement par la revendication d'indépendance

De 1980 à 2003, puis de 2010 à 2015, deux partis bourgeois, CDC et UDC, ont gouverné ensemble la région (Generalitat de Catalunya). Les gouvernements CiU ont autant privatisé et matraqué les travailleurs que les gouvernements PSOE et PP qui alternaient au gouvernement central. Entre 2009 et 2015, les dépenses sociales catalanes auraient diminué de 26,26 %. Le 14 novembre 2012, un jour de grève nationale, Esther Quintana qui participait à une manifestation à Barcelone a perdu un oeil après avoir reçu une balle en caoutchouc tirée par un mosso. À Tarragone, le même jour, un jeune garçon de 13 ans a eu le crâne fendu d'un coup de matraque d'un autre mosso. À cette occasion, le conseiller intérieur de la generalitat (ministre de l'Intérieur de la Catalogne), Felip Puig (CiU), félicita les chefs de la police catalane.

En 2015, les principaux partis politiques bourgeois de la Catalogne : ERC (Gauche républicaine de Catalogne) et CDC ont décidé de se rebâtir une popularité en accusant l'État central des souffrances subies par les masses à cause du capitalisme et en agitant devant l'électorat la perspective d'une indépendance présentée comme l'assurance illusoire de la prospérité. À cette fin, la CDC, l'ERC, DC (scission de l'UDC) et le MES formèrent une nouvelle coalition : Junts pel Sí (JxSí, Unis pour le oui). La CDC, aussi corrompue et aussi poursuivie par la justice que le PP, s'est rebaptisée en 2016 PDeCat (Parti démocrate européen catalan). Le projet commun d'indépendance de la CDC-PDeCat et de l'ERC se basait sur la possibilité -qui s'est révélée peu réaliste- de rejoindre l'Union européenne afin de pas pénaliser le capitalisme de la province la plus prospère et la plus ouverte d'Espagne.

Les partis bourgeois catalans étaient aiguillonnés par le parti nationaliste petit-bourgeois Candidatura d'Unitat Popular (CUP, candidature d'unité populaire) formé en 1986 en opposition tant à l'État central qu'à l'Union européenne. Si son fonctionnement est plus démocratique que celui de Podemos (qui fonctionne comme LFI en France), son programme est très proche. Il n'a rien de radical. La CUP ne veut pas renverser l'État bourgeois mais *« en appelle au pacifisme et à la démocratie »*. Elle ne veut pas exproprier le capital mais *« redistribuer la richesse »*. Ce que la CUP appelle *« internationalisme »* n'est pas l'unité internationale du prolétariat pour la révolution socialiste mondiale, mais de vagues *« relations entre les peuples »* pour *« la gestion de leurs affaires communes »*, aptes à résoudre *« les conflits internationaux »*.

Cette organisation petite-bourgeoise a été renforcée ces dernières années par des animateurs de luttes locales et par des militants centristes (En Lucha, Corriente Roja, Lucha Internacionalista…). Ces « trotskystes » sont parfois les mêmes qui avaient rejoint peu de temps auparavant Podemos-Podem, hostile à toute séparation. D'ailleurs, Revolta Global-Esquerra anticapitalista, la version catalane des AC (les correspondants du NPA français), était restée en 2015 à Podem, la version catalane de Podemos. En effet, ces courants opportunistes sont guidés non par le programme communiste, mais attirés irrésistiblement par tout ce qui a du succès à un moment donné.

En novembre 2014, un premier référendum n'avait attiré que 37 % de votants (81 % des exprimés pour l'indépendance). En septembre 2015, les deux formations indépendantistes (JxSí et CUP) totalisèrent

48,53% des suffrages exprimés (nettement moins dans les grandes villes) mais une majorité de sièges au parlement catalan [voir *Révolution communiste* n° 15]. Le vote des 10 députés CUP permettait aux partis bourgeois qui n'avaient que 62 sièges au parlement catalan (il leur manquait 2 sièges) de former un gouvernement JxSí présidé par Carles Puigdemont (CDC-PDeCat) sur la base d'un programme bourgeois (« pacte de stabilité »). Il était donc clair que l'indépendance comptait plus pour la CUP que la classe ouvrière.

Le même bloc JxSí-CUP a lancé le 6 septembre 2017 un référendum pour l'indépendance qui devait se tenir le 1er octobre [voir *Révolution communiste* n° 25].

En octobre, le gouvernement espagnoliste et la monarchie franquiste empêchent le peuple catalan de se prononcer

Aussitôt, le Tribunal constitutionnel espagnol a invalidé cette décision. Le gouvernement Rajoy, appuyé par le roi Felipe Juan Pablo de Todos los Santos de Borbón, envoya des milliers de policiers et de gardes civils saisir les bulletins et les urnes pour empêcher la tenue du référendum, un principe démocratique élémentaire. Les syndicats de dockers de Tarragone et de Barcelone se prononcèrent pour empêcher le débarquement des forces de répression. Le PP, Ciudadanos (Citoyens) et le PSOE (PSC en Catalogne) condamnaient le référendum. Le 20 septembre, quatorze membres du gouvernement catalan furent arrêtés.

Le jour prévu, malgré la paralysie du gouvernement JxSí, des milliers de personnes, dont certaines n'étaient pas indépendantistes, se mobilisèrent pour défendre les bureaux de vote. Elle étaient structurées en CDR (comités de défense) animés par les associations nationalistes (ANC, Ònnium) et la CUP. Selon le département de la Santé de Catalogne, 1 066 blessés ont été soignés, dont 38 % pour des contusions multiples, avec 30 fractures crâniennes, 23 fractures osseuses, 5 blessés graves. Avec un taux de participation de 42,4 %, le oui à l'indépendance l'emporta à 90 %. Le grand capital catalan fit pression sur les partis bourgeois pour que l'indépendance ne fût pas appliquée.

Les organisations syndicales CGT, CNT, COS, IAC d'un côté, les CCOO et l'UGT de l'autre, appelèrent à la grève contre la répression le 3 octobre. Elle fut massive mais resta une simple journée d'action. Le 10 octobre 2017, le président de la Généralité Puigdemont annonça l'indépendance sous forme d'une république catalane. Dans le même discours, il la suspendit aussitôt dans l'attente d'un dialogue avec le gouvernement espagnol. Le 27 octobre, 70 députés du parlement de la Catalogne proclamèrent l'indépendance sous forme d'un État bourgeois supplémentaire, la « République catalane ».

Les gouvernements du monde entier ont refusé de la reconnaître, la Commission européenne précisa que la Catalogne ne pourrait pas adhérer à l'UE. Le gouvernement catalan était paralysé, d'autant que le grand capital de Catalogne avait fait nettement marche arrière. Le 21 octobre, le gouvernement impérialiste espagnol utilisa l'article 155 de la Constitution de la monarchie. Il destitua le parlement catalan, le gouvernement et le président, mit la Catalogne sous tutelle, arrêta des ministres. Puigdemont s'enfuit à Bruxelles. En même temps, Rajoy convoca des élections régionales pour le 21 décembre 2017.

Le bloc indépendantiste s'est disloqué. Le 30 octobre, le PDeCat et l'ERC annoncèrent qu'ils participeraient l'un contre l'autre aux élections convoquées par le gouvernement central. Le 12 novembre, la CUP décida aussi de présenter des candidats aux élections de Rajoy.

Le gouvernement espagnol a envoyé la Guardia civil et la police nationale en Catalogne, il a empêché la tenue du référendum, il a dissous le gouvernement catalan, il a jeté en prison des élus. Pour unir la classe ouvrière de tout l'État espagnol et de tout l'État français, il faut imposer l'égalité des peuples, il faut reconnaître le droit aux minorités nationales de quitter ces deux États. Cela ne signifie pas forcément la séparation, pas plus que le droit de divorcer n'oblige tout couple à se séparer.

La classe ouvrière doit rester indépendante de toutes les fractions de la bourgeoisie pour pouvoir tracer une voie à tous les exploités et tous les opprimés, vers le dépérissement des frontières et le socialisme. Pour cela, il lui faut son propre parti, un parti ouvrier révolutionnaire à l'échelle de tout l'État espagnol. Pour le construire, le premier pas est de combattre pour le front unique ouvrier en Catalogne, dans toute l'Espagne et en Europe contre la répression et pour le droit à l'autodétermination :

Droit pour le peuple catalan de décider ! Respect de sa décision, quand elle sera prise, par l'État espagnol, l'État français et l'Union européenne !

Levée de la tutelle du gouvernement de Madrid sur la Catalogne ! Libération de tous les prisonniers indépendantistes basques et catalans, République de toute l'Espagne !

Dehors les forces policières envoyées par le gouvernement nationaliste espagnol ! Licenciement de tous les corps de répression (Mossos inclus) ! Armement des travailleurs !

Gouvernement des travailleurs de Catalogne basé sur les comités d'entreprise, de faculté, de quartier, de ville ! Fédération des républiques ouvrières de la péninsule ibérique ! États-Unis socialistes d'Europe !

3 décembre 2017

Allemagne les élections législatives de septembre

Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde

Cette affirmation de Brecht dans l'épilogue de la pièce *La Résistible Ascension d'Arturo Ui* (1941) est de nouveau d'actualité en Allemagne, le pays qui a contribué à deux conflits destructifs d'envergure mondiale. La xénophobie et le fascisme, comme en Autriche, réapparaissent en se camouflant de moins en moins.

Les deux fois, les directions du parti socialiste (SPD) et des syndicats ont porté une lourde responsabilité. Elles ont soutenu la 1re Guerre mondiale quand le groupe parlementaire du Reichstag du SPD en août 1914 a voté les crédits de guerre. Le SPD, comme le parti communiste (KPD), ont refusé de réaliser le front unique ouvrier pour écraser la menace du parti nazi (NSDAP). Le SPD misait sur les partis bourgeois « démocratiques », le KPD stalinisé traitait le SPD de « social-fasciste ». En 1933, Hitler a triomphé. Le SPD et le KPD ont été interdits, les syndicats ouvriers dissous.

Aujourd'hui, 84 ans après la fin de la grande paupérisation des masses par l'hyperinflation, conséquence de l'économie de guerre et des exigences françaises et belges de « dommages de guerre » fixés par le Traité de Versailles, nous nous trouvons devant le même défi, imposer la coopération pratique des partis qui se réfèrent à la classe ouvrière contre le fascisme qui apparaît au grand jour.

Les circonstances sont parentes. De grands secteurs de la classe ouvrière souffrent déjà depuis longtemps des convulsions de l'économie capitaliste. Seul un tiers des travailleurs salariés bénéficient encore d'un statut stable et de conditions de vie correctes. La petite bourgeoisie perd de plus en plus sa base matérielle et une partie est déclassée. Certains sont obligés de cumuler deux emplois. Des secteurs significatifs des zones rurales et des petites villes de l'Est sont écartés du processus de travail depuis la grande expropriation de masse après l'absorption de la RDA. L'atomisation de la classe ouvrière par les reconfigurations des groupes et les restructurations d'entreprises, l'extension des contrats précaires ou avec des « entrepreneurs », abandon par des PME et même des grandes entreprise des organisations, ce qui permet d'échapper aux conventions de branche, ce qui a affaibli la classe ouvrière allemande.

Le mouvement xénophobe Pegida (Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) a, dans la rue, réhabilité des manifestations de masse à caractère raciste, se présentant contre l'excès d'immigration et la menace d'une « islamisation de l'Allemagne ». Elles ont débuté en 2014 à Dresde puis se sont étendues à tout le pays (ainsi qu'en Suisse, en Autriche, au Québec et en France). Au plan politique, le parti fascisant AfD (Alternative pour l'Allemagne), ramassis de politiciens anti-Union européenne, d'économistes ultra-libéraux et de nouveaux fascistes, a entrepris de déborder sur la droite la CDU-CSU et le FDP, les deux partis bourgeois formés dans le consensus démocratique d'après la défaite de 1945. Si plusieurs chefs de l'AfD viennent du CDU de l'ouest ou de l'est, ceux qui sont ouvertement fascistes sont originaires de l'ouest même s'ils ont réussi à l'est. Il faut surveiller en particulier le président du groupe parlementaire AfD de Thuringe, Björn Höcke. L'AfD a fondé son propre « syndicat ».

Le SPD et DL ont désorienté politiquement la classe ouvrière. Le SPD a renié le marxisme et le socialisme en 1959, le gouvernement Schröder a mené des attaques contre les travailleurs de 2003 à 2005 (lois Hartz), il vient de gouverner durant la précédente législature sous la direction de Merkel avec le principal parti bourgeois CDU-CSU. DL est né d'une fusion en 2007 d'héritiers du stalinisme et de sociaux-démocrates en rupture du SPD, il ne se réclame pas du marxisme ni même du socialisme, il accuse l'Union européenne de causer les problèmes, il défend l'intérêt national et pratique lui-même des blocs avec des partis bourgeois comme les Grünen dans le land de Thuringe.

Dans ces circonstances, le résultat des élections à la chambre des députés (Bundestag) du 24 septembre 2017 n'est pas surprenant.

Les résultats des élections du 24 septembre

61,7 millions d'électeurs étaient inscrits, dont environ 3 millions de nouveaux. Presque 47 millions ont voté, soit 76,2 %, une participation en augmentation de 4,6 % par rapport aux législatives précédentes en 2013.

Le jour du scrutin, chaque électeur disposait de deux voix :

- la première pour choisir un candidat de sa circonscription (il y a 299 circonscriptions) ;
- la seconde voix pour choisir une liste de candidats présentée dans le cadre de son État (l'Allemagne est un État fédéral composé de 16 « länder »).

À l'issue du dépouillement, l'intégralité des 598 sièges est répartie au scrutin proportionnel sur la base des secondes voix entre les partis politiques (totalisant plus de 5 % des suffrages exprimés au niveau national). Une fois la répartition proportionnelle effectuée, les sièges alloués à chaque parti sont pourvus en priorité par les députés fédéraux élus au scrutin majoritaire. Les sièges non pourvus avec les « premières voix » sont ensuite comblés par les candidats présents sur les listes régionales.

Ce système a abouti à un Bundestag de 709 sièges :

- Parti chrétien-démocrate CDU-CSU : 246 députés (-65) ;
- Parti social-démocrate SPD : 153 députés (-40) ;
- Alternative pour l'Allemagne AfD : 94 députés (+94, il se présentait pour la première fois) ;
- Parti libéral-démocrate FDP : 80 députés (+80, il n'avait plus de député dans le précédent Bundestag) ;
- Parti de gauche DL : 69 députés (+5) ;
- Verts Grünen : 67 (+4).

Tous les autres partis refusent, pour l'instant, de coopérer avec le parti fascisant AfD.

Le tournant du SPD

Le SPD subit donc un échec électoral spectaculaire, puisqu'il perd 380 000 voix au profit de DL, 400 000 pour les Grünen, 430 000 pour le FDP et 500 000 pour l'AfD.

Dès les premiers résultats, le SPD annonce la fin de la « grande coalition » avec la CDU-CSU et son passage à l'opposition. Merkel est obligée de trouver d'autres alliés pour former le prochain gouvernement avant la fin de l'année.

La direction du SPD a été remaniée. La désignation d'Andrea Nahles comme présidente du groupe parlementaire du Bundestag du parti signale la fin de la prédominance masculine traditionnelle mais aussi un certain retour aux sources (parler le langage des classes pour avoir l'oreille des ouvriers, des employés, des techniciens, des fonctionnaires…).

Soudain, il reparle de « capitalisme » et « de critique de capitalisme » : *« Nous n'avons pas tenu compte des côtés négatifs de la mondialisation… le SPD doit de nouveau apprendre à comprendre le capitalisme et à le critiquer sévèrement et nécessairement »* (entrevue de Nahles, *Der Spiegel*, 29 septembre). Il n'en était plus question depuis l'adoption du programme de Bad Godesberg en 1959.

Le tournant comporte aussi l'offre de coopération parlementaire à DL : *« Nous avons quatre ans d'opposition devant nous et nous devons mesurer notre responsabilité commune envers notre démocratie de la manière une ou autre. Je suis prête à cela »* (idem). Il sera intéressant de voir comment SPD et DL assumeront leur « responsabilité commune envers la démocratie ».

Le passage à l'opposition et le refus de reconduire la coalition gouvernementale antérieure fait du SPD le plus grand parti d'opposition. Comme tel, il jouit de certains privilèges parlementaires. Une action concertée des partis issus du mouvement ouvrier est la seule qui soit conforme aux intérêts des travailleurs.

De manière inquiétante pour l'avenir, la compréhension du rôle de l'État reste celle héritée de la trahison de 1914, ce qui apparait dans l'entrevue de Nahles au *Der Spiegel* à propos de la politique à l'égard des réfugiés : *«*

> *Nous ne sommes pas naïfs. Si un million de gens viennent chez nous, tous ne sont pas gentils… ceux qui ne respectent pas les règles de droit doivent s'attendre à des sanctions.*

Pour le front unique ouvrier

Immédiatement, le président de l'autre parti ouvrier bourgeois, Die Linke, répond à Andrea Nahles :

> *Je repousse résolument le reproche du manque de responsabilité politique porté à l'encontre de DL. Que l'on n'ait pas utilisé pendant quatre ans la majorité qui existait pour une alliance du centre et de la gauche n'est pas de notre faute.* (Bernd Riexinger, *site de DL,* 29 septembre)

Les deux partis, SPD et DL, doivent cesser immédiatement de poser des préalables politiques comme l'exigence d'une « compréhension commune de notre démocratie » (sic) pour une coopération pratique. D'abord parce que, au fond, les chefs du SPD et ceux de DL sont d'accord pour ne pas renverser l'État ni le capitalisme et donc n'écartent pas de gouverner, dans les régions et au niveau fédéral, avec des partis bourgeois. Surtout, parce que le front unique ouvrier ne doit pas empêcher le débat, mais le faciliter à l'avantage des révolutionnaires prolétariens, comme les soviets de 1917 en Russie.

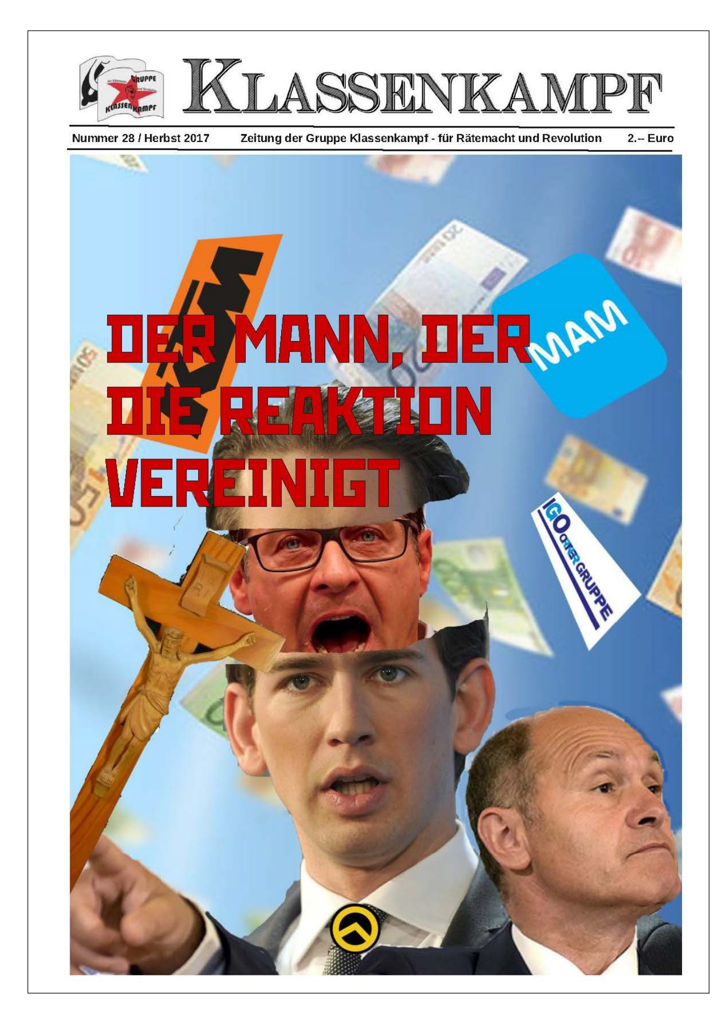
Il faut construire un parti du type bolchevik, un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste. Une des premières tâches de ses partisans est, en s'appuyant sur l'instinct de classe de milliers de travailleurs, d'obliger le SPD, DL et les directions syndicales DGB, GdL, UFO et VC à se battre pour les revendications des travailleurs, à combattre les attaques à venir du gouvernement CDU-FDP-Gr, à se défendre par des actions communes de la menace des chiens de garde de la bourgeoisie Pegida-AfD.

Unité dans l'action de toutes les organisations ouvrières contre le capital et ses acolytes politiques des CDU-CSU, FDP, Grünen et AfD !

Comité d'unité et de lutte dans les entreprises, les administrations, les universités, les quartiers, coordonnées dans les villes, les régions et tout le pays !

Brême, 1er octobre 2017
Volker Braun

Autriche les élections législatives d'octobre



Les élections législatives du 15 octobre 2017 ont totalement rebattu les cartes du jeu politique autrichien. Néanmoins, si l'on compare avec leurs résultats de 2013, les principaux partis soutenant le mouvement ouvrier, le SPÖ (Parti social-démocrate) avec 26,9 % et le KPÖ (Parti communiste héritier du stalinisme) avec 0,7 % sont parvenus à maintenir leurs scores dans l'ensemble du pays.

La victoire est revenue à l'ÖVP (Parti populaire, démocrate-chrétien) de Sebastian Kurz avec 31,6 % des suffrages. Un jeu d'alliances parlementaires le mènera très certainement à former une coalition avec le FPÖ (Parti de la liberté, fascisant) arrivé en troisième position avec 26 % des voix. Une situation dramatique pour les Grünen (Verts, parti écologiste) qui les privera d'une représentation parlementaire pour la prochaine législature. Le FPÖ et l'ÖVP ont aussi le renfort des 9 % réalisés par les listes conjuguées de FRANK (du milliardaire Frank Stronach) et du BZÖ (le socle des partisans historiques de feu Haider).

Ainsi, une majorité bourgeoise s'est clairement emparée du Parlement. Même sans prendre en compte le soutien que la liste Pilz (avec son nombre d'élus actuel) pourrait probablement apporter à leurs projets de loi, les partis bourgeois sont en mesure d'imposer des lois à une majorité des 2/3.

Les gains électoraux de l'ÖVP et du FPÖ, la stabilisation de NEOS (Nouvelle Autriche, parti bourgeois néolibéral) et l'entrée au parlement de la liste Peter Pilz sont symptomatiques de la perte de crédibilité de la petite bourgeoise de gauche qui ne semble plus en mesure d'incarner une solution durable pour le pays. Les Grünen, vus comme l'alternative au libéralisme forcené, ont parfois vacillé sur les problèmes comme la crise des migrants, la discrimination sociale ou l'écologie elle-même. NEOS, héritiers auto-proclamés du Forum libéral sont eux clairement en faveur du libéralisme économique à outrance et n'hésiteront pas à passer en force pour faire adopter leurs idées. NEOS peut d'ailleurs être assimilée à l'aile dure de l'ÖVP.

Si le SPÖ a finalement réussi à retrouver son score des législatives de 2013, il le doit essentiellement à l'habileté de son président, Christian Kern. Celui-ci avait porté au débat la question de l'encadrement des loyers dans les quartiers riches et demandé au FPÖ de clarifier sa position sur le sujet. Mais si le FPÖ a donné son aval sur l'assimilation des ouvriers aux employés, il veut clairement privilégier les nationaux dans l'affaire des menus de cantine. Une mesure largement suivie par les dissidents d'extrême-droite de Frauke Petry.

À Vienne, en tout cas, le Parti social-démocrate a décidé de jouer davantage la carte sociale. Pour cette raison, l'espoir du FPÖ de dépasser le SPÖ a échoué. En revanche, ceux des partis régionaux qui ont fait les yeux doux au FPÖ ont enregistré des pertes substantielles, comme le SPÖ du Burgenland. C'est donc une épreuve de vérité que va devoir passer le SPÖ. Au lendemain des élections du 16 octobre, il a été décidé, sous l'impulsion de Peter Kaiser, le gouverneur de Carinthie, de procéder à un tour de table auquel seront invités tous les partis, y compris le FPÖ, en vue d'une future coalition. Une décision uniquement contestée par les représentants de l'organisation de la jeunesse socialiste. Elle permet désormais aux pontes du parti qui préconisent de longue date une coalition avec le FPÖ, comme Niessl, Doskozil ou Ludwig, de mettre la pression sur le parti.

Le président fédéral (Van der Bellen, Grünen) a annoncé qu'il confierait la formation du gouvernement aux présidents des partis gagnants, y compris Sebastian Kurz. Il paraît donc clair que le vent souffle abondamment en direction d'une coalition bleue-noire. Il est aussi fort probable que sous couvert d'un choix technocratique, il offre à certains membres de NEOS plu-

Résultats des élections législatives du 15 octobre 2017 en Autriche

Fondation Robert Schuman

Participation : 79,5%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges obtenus
Parti populaire autrichien (ÖVP)	1 587 826	31,5	62
Parti social-démocrate (SPÖ)	1 353 487	26,9	52
Parti de la liberté (FPÖ)	1 311 358	26	51
NEOS - La Nouvelle Autriche	265 217	5,3	10
Liste Peter Pilz	220 656	4,4	8
Les Verts-L'Alternative verte (DG)	190 092	3,8	0
Autres	136 314	2,10	0

Source : ministère de l'intérieur https://wahl17.bmi.gv.at

sieurs ministères, tout comme à l'aile droite d'un SPÖ à la Doskozil.

Un gouvernement bleu-noir serait catastrophique pour la jeunesse, la classe ouvrière, les réfugiés et pour les femmes en général. Avec un tel rapport de force au sein du Parlement, nul doute que les offensives contre l'égalité se multiplieront, comme au temps du Wenderegierung, le gouvernement de Schlüssel et Haider. Ces offensives ne trouveront malheureusement aucune riposte constitutionnelle au Parlement. Il est donc impératif de faire entendre raison à tous les membres et sympathisants du SPÖ contre une alliance avec le FPÖ ou l'ÖVP. Car comme le rappelle l'histoire récente avec l'ancien gouvernement SPÖ-VP, toute coalition du SPÖ avec un parti bourgeois donne systématiquement lieu à l'extension des privilèges des classes dirigeantes. Cela fait maintenant plus d'un siècle que le SPÖ, parti né de la classe ouvrière, soutient les intérêts de la bourgeoisie au détriment des ouvriers. Non seulement est-il responsable des défaites historiques de 1927 et 1934 mais il a également livré les travailleurs à l'avidité des riches à la fin de la 2e Guerre mondiale.

Alors que le SPÖ devrait bientôt faire partie de l'opposition au Parlement, certains de ses membres ne voient pas cela d'un mauvais œil mais plutôt comme une alternative à l'effondrement du parti. Ce n'est qu'une illusion. Chaque prétendue critique constructive au niveau parlementaire ne fera que renforcer l'illusion de la jeunesse et du monde ouvrier que la démocratie a encore une chance d'aboutir.

Ce n'est pas au Parlement que nous parviendrons à contrecarrer les desseins réactionnaires des classes dirigeantes et de leurs représentants politiques de l'ÖVP, du FPÖ et de NEOS. Le combat doit se mener dans la rue aussi bien que dans les entreprises, écoles et universités, dans les grandes villes comme dans les villages ! Si la direction du SPÖ veut réellement empêcher ce virage à droite, comme n'a cessé de le clamer son chef Christian Kern depuis dans deux semaines dans tout le pays, il n'y a qu'une seule issue possible : mobiliser la jeunesse et les travailleurs et certainement pas favoriser la constitution d'un nouveau gouvernement capitaliste.

Tout le monde sait à quoi s'attendre avec l'ÖVP et le FPÖ : allongement du temps de travail, baisse des retraites et des aides sociales, démantèlement progressif du droit des conventions collectives, renforcement des critères d'obtention du droit au chômage, avantages fiscaux pour les riches, réduction du budget de la santé publique, fermeture des crèches musulmanes, suppression de postes dans l'éducation nationale, renforcement de l'État policier et de la surveillance de la population, reconduction à la frontière quasi-systématique des demandeurs d'asile malgré les dangers que cela représente pour eux…

Il faut donc impérativement réagir face à cette menace. Dans vos quartiers, sur vos lieux de travail, mobilisez-vous, informez. Quant au SPÖ et aux syndicats, s'ils veulent mener le combat contre le prochain gouvernement, ils doivent défendre :

Répartition du travail et réajustement des salaires. Pas d'allongement du temps de travail, bien au contraire ! Création et réaménagement des lieux de travail au service des travailleurs. Nouvelles infrastructures, nouveaux logements, création de crèches, d'écoles et de centres médicaux.

Indexation des salaires sur l'inflation ! Mise en place d'un panier de la ménagère réaliste pour le consommateur, en fonction de sa situation de travail, avec ou sans emploi, par le biais de comités. Baisse des loyers. Réaffectation des logements ou autres biens immobiliers vacants à la population. Ils ne servent que d'objets de spéculation !

Plus de représentation des syndicats ou des comités d'entreprise pour les travailleurs et étudiants réfugiés. Ils ont le droit de vivre et de travailler comme n'importe quel citoyen autrichien.

Accès à la formation pour tous les enseignants. Réduction du nombre d'élèves par classe. Éveil aux langues étrangères dès l'école maternelle !

Séparation totale de l'Église et de l'État. Aucune propagande religieuse dans les établissements publics. Chacun a le droit de pratiquer sa religion comme il l'entend mais sans aide de l'État.

Aucune présence militaire ou policière à l'étranger. Et par extension, fin de toutes les opérations militaires à l'étranger. Nous devons nous opposer à toute forme d'impérialisme en Autriche ou ailleurs ! Aucune participation aux opérations de Frontex !

Organisation de comités élus démocratiquement et ouverts à tous les travailleurs pour débattre des revendications.

18 octobre 2017, GKK / Autriche



La Révolution russe d'octobre 1917

En février 1917, après des années de souffrances infligées par la première guerre inter-impérialiste, la révolution européenne débute dans la Russie autocratique, alliée de la France et de la Grande-Bretagne. Les ouvrières de Petrograd se soulèvent et rallient les soldats. Les travailleurs s'arment. La révolution détrône Nicolas II. Le pays, renouant avec la révolution de 1905, se couvre de conseils de travailleurs et de soldats, les « soviets » [voir *Révolution communiste* n° 23].

Malgré tout, le Parti menchevik (PM) et le Parti socialiste révolutionnaire (PSR) majoritaires dans les soviets remettent le pouvoir au prince Lvov, à l'Union du 17 octobre, au Parti constitutionnel démocrate (PKD) et au Parti « travailliste » de Kerensky qui n'ont joué aucun rôle dans la chute du tsar. Sous l'impulsion de Lénine, le Parti bolchevik (PB), qui avait hésité en mars, prône à partir de la mi-avril la révolution socialiste et la remise du pouvoir aux soviets [voir *Révolution communiste* n° 24].

En mai, les partis socialistes conciliateurs (PSR et PM) forment un gouvernement de coalition présidé par Kerensky avec le PKD. Ce gouvernement de type front populaire refuse d'accorder l'autodétermination aux peuples opprimés, poursuit la guerre impérialiste, refuse d'accorder la terre aux paysans, tente de rétablir la discipline sur le front, de sauver la propriété privée dans les villes et les campagnes, calomnie et réprime en juillet le Parti bolchevik.

Mais l'impuissance du gouvernement de Kerensky à mener la guerre et à rétablir l'ordre pousse les classes dominantes, capitalistes et propriétaires fonciers, à soutenir en août la tentative de coup d'État du général Kornilov. Le PB sort de la clandestinité et prend la tête du front unique des travailleurs qui disperse la contre-révolution [voir *Révolution communiste* n° 25].

Août 1917, le Parti bolchevik gagne la majorité du soviet de Petrograd

Vu que la situation a basculé en faveur du prolétariat et que les organes de double pouvoir ont été revitalisés, le Parti bolchevik propose une dernière fois un compromis au Parti menchevik et au Parti socialiste révolutionnaire qui, ayant été majoritaires au 1er congrès panrusse des soviets, détiennent toujours le « Comité central exécutif des soviets ».

> *Le compromis consistera en ceci : les bolcheviks, sans demander de participer au gouvernement - ce qui est impossible à un internationaliste sans la réalisation intégrale des conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres - s'abstiendront de mettre immédiatement en avant la revendication du transfert du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres, et des méthodes de lutte révolutionnaire pour la réalisation de cette revendication. La condition, qui est évidente, n'est nullement nouvelle. Pour les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ce serait la pleine liberté de propagande et la convocation de l'Assemblée constituante sans délais. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que bloc gouvernemental, consentiraient alors à former un gouvernement exclusivement responsable devant les soviets, à condition de faire passer tout le pouvoir aux soviets également. Cela constituerait une nouvelle condition. Aucune autre condition ne saurait, je pense, être posée par les bolcheviks, confiants qu'une pleine et entière liberté de propagande et la réalisation immédiate d'une nouvelle démocratie dans la composition et le fonctionnement des soviets pourraient assurer d'elles-mêmes une avancée pacifique de la révolution, une issue pacifique de la lutte du parti à l'intérieur des soviets.* (Lénine, *Au sujet des compromis,* 6 septembre 1917, *OEuvres*, Progrès, t. 25, p. 335)



Mais, une fois de plus, le PM et le PSR refusent de rompre avec la bourgeoisie et d'assumer le pouvoir au nom des soviets. En continuant à participer au gouvernement provisoire non élu avec le Parti constitutionnel démocrate, ils aggravent leur impopularité.

> *La Russie tout entière apprenait à lire ; elle lisait de la politique, de l'économie, de l'histoire, car le peuple avait besoin de savoir. Dans chaque ville, presque dans chaque village, sur tout le front, chaque fraction politique avait son journal... Des milliers d'organisations distribuaient des milliers de brochures et en inondaient les armées, les villages, les usines, les rues... Et quel rôle jouait la parole !... On tenait des meetings dans les tranchées, sur les places de villages, dans les fabriques. Quel admirable spectacle que les 40 000 ouvriers de Poutilov allant écouter les orateurs sociaux-démocrates, socialistes-*

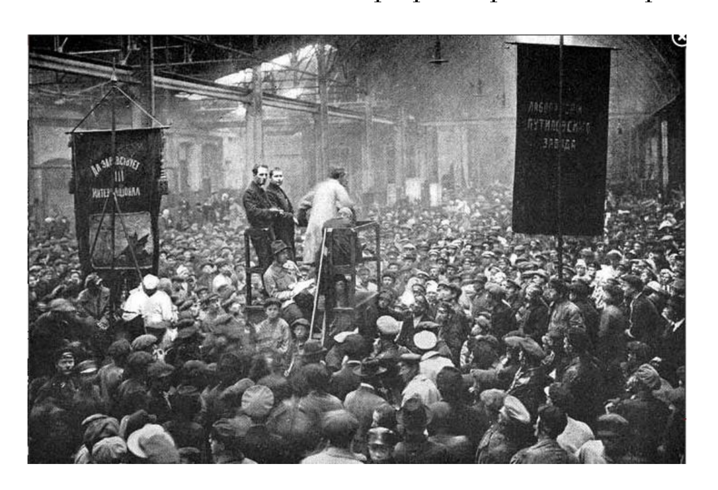
révolutionnaires, anarchistes et autres, également attentifs à tous et indifférents à la longueur des discours ! (Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, janvier 1919, ESI, p. 37-38)

Grâce à cette démocratie qui règne en Russie, bien supérieure au parlementarisme bourgeois (sans parler de la censure et de la répression qui règnent en France au même moment), les soviets des centres urbains passent, un après l'autre, aux bolcheviks. Le 31 août, le soviet de Petrograd adopte, pour la première fois une résolution pour tout le pouvoir aux soviets. Dans la semaine qui suit, ceux de Moscou, de Kiev et des principales agglomérations lui emboîtent le pas. Le 9 septembre, le soviet de Petrograd condamne la coalition du PSR et du PM avec le PKD. Le 23 septembre, le soviet de Petrograd élit comme président Trotsky, rallié au Parti bolchevik avec toute son organisation.

Lénine, qui est passé dans la clandestinité en juillet, estime le moment venu de mettre à bas l'ancien appareil d'État.

« Le pouvoir aux soviets », cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'État, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique ; la suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans ; la faculté donnée à la majorité du peuple de faire preuve d'initiative et d'indépendance non seulement pour l'élection des députés, mais encore dans l'administration de l'État, dans l'application de réformes et de transformations sociales. (Lénine, *Une des questions fondamentales de la révolution*, 14 septembre 1917, *OEuvres,* t. 25, p. 400)

Neutres ou hostiles à la révolution en février, les paysans subissent la conscription, la crise économique et les pénuries. À la remontée révolutionnaire urbaine des soldats et ouvriers s'ajoute désormais la guerre des paysans pauvres contre les grands propriétaires. Le gouvernement PKD-PSR-MP défend le propriété privée en suspendant la question agraire à l'élection de l'Assemblée constituante et en envoyant des cosaques restaurer l'ordre. Dès juillet, les saisies de terres, de fermes par les simples paysans vont croissant. Reliés aux villes par les soldats-paysans des garnisons révolutionnaires, les paysans pauvres contournent les chefs de village et les prêtres orthodoxes qui leur prêchent la résignation depuis des siècles. La paysannerie laborieuse partage la terre pour vivre. Le PB, seul, soutient le mouvement. Grâce aux revendications radicales de paix et de partage de la terre, la classe ouvrière conquiert le soutien de la masse des paysans des villages et du front.



Ce qui caractérise toute révolution, c'est que la conscience des masses évolue très vite : des couches sociales toujours nouvelles acquièrent de l'expérience, passent au crible leurs opinions de la veille, les rejettent pour en adopter d'autres, écartent les vieux chefs et en prennent de nouveaux, vont de l'avant. (Trotsky, *L'Avènement du bolchevisme*, février 1918, Maspero, p. 49)

Septembre 1917, la Conférence démocratique du gouvernement PKD-PSR-PM

Toute grande décision entraîne un débat dans un parti ouvrier révolutionnaire. Zinoviev, Kamenev et une partie du comité central du PB hésitent. Ils veulent attendre le prochain congrès des soviets, toujours repoussé comme l'Assemblée constituante, par les chefs mencheviks et populistes. Début septembre, Zinoviev écrit dans la *Pravda* qu'il ne faut pas faire une insurrection, craignant le sort de la Commune de Paris.

Lénine, qui est dans la clandestinité depuis la répression de juillet, multiplie des lettres pressantes au comité central. Le front se disloque, l'armée allemande avance, menaçant Petrograd. Au contraire des journées de juillet, la majorité est acquise au PB dans les deux capitales. Les délégations de soldats affluent au soviet de Petrograd pour exiger la paix. Durant tout le mois de septembre, les masses ouvrières et paysannes se détournent des partis de la « démocratie socialiste » qui restent au gouvernement bourgeois. Pour Lénine, le Parti bolchevik doit décider l'insurrection :

Il s'agit de rendre claire aux yeux du parti la tâche qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée à Petrograd et à Moscou (et dans la région), la conquête du pouvoir, le renversement du gouvernement. (Lénine, *Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir*, 14 septembre 1917, *OEuvres*, t. 26, p. 12)

Les efforts de Lénine restent sans effet dans un premier temps. Le 28 septembre, le Comité central rejette sa demande.

Une nouvelle « *conférence démocratique* » convoquée mi-septembre par le gouvernement doit préparer les élections de l'Assemblée constituante, jusqu'alors re-


Garde rouge

poussées par les gouvernements provisoires. Kerensky et le gouvernement espèrent en tirer la légitimité pour contenir la révolution. Dans le Parti bolchevik, Trotsky propose de boycotter la conférence mais perd de quelques voix.

La conférence du gouvernement se tient à la mi-septembre. Le PM et le PSR veulent qu'elle soit consacrée au sauvetage de la coalition, au rétablissement de l'ordre bourgeois. Mais la pression des masses est telle que la Conférence elle-même rejette dans un premier temps l'alliance avec le PKD. Il faut d'innombrables manoeuvres pour qu'un pré-parlement, *« soviet de la République »,* soit nommé et qu'un nouveau gouvernement soit désigné. Deux semaines plus tard, le PB sort du pré-parlement.

Le Parti socialiste-révolutionnaire, sous la pression contradictoire des paysans pauvres et des soldats des grandes villes, scissionne. Le PSR de droite soutient le gouvernement, le PSR de gauche se rapproche du PB.

Octobre 1917, la préparation de l'insurrection

Lénine, entre autres, rédige des thèses pour la conférence du PB de Petrograd.

> *La participation de notre parti au « préparlement » est une erreur manifeste et une déviation de la voie de la révolution prolétarienne... Tout le travail des bolcheviks en six mois de révolution, toutes les critiques qu'ils ont formulées contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, contre leur « politique de conciliation » et contre la transformation des soviets en parlotes, exigent des bolcheviks qu'ils observent ce mot d'ordre en toute conscience, avec une fermeté marxiste ; malheureusement, dans les instances les plus élevées du parti, on constate des hésitations, une sorte de crainte devant la lutte pour le pouvoir, une propension à substituer à cette lutte des résolutions, des protestations et des congrès. Toute l'expérience des deux révolutions, celle de 1905 comme celle de 1917, de même que toutes les décisions du Parti bolchevik, toutes ses déclarations politiques depuis de longues années aboutissent au fait que le soviet de députés ouvriers et soldats ne peut être qu'un organisme insurrectionnel, qu'un organe du pouvoir révolutionnaire. Sinon les soviets ne sont que de vains hochets qui conduisent infailliblement à l'apathie, à l'indifférence, au découragement des masses légitimement écoeurées par la répétition perpétuelle de résolutions et de protestations... La prise du pouvoir par les soviets se ramène au problème de l'insurrection victorieuse.* (Lénine, *Thèses pour la conférence du 8 octobre*, 29 septembre-4 octobre 1917, *OEuvres*, t. 26, p. 140-142)

Le 10 octobre, le comité central du Parti bolchevik adopte la motion de Lénine pour l'insurrection. Parmi les présents, seuls Kamenev et Zinoviev votent contre.

> *Cette idée épouvantait tant Kamenev et Zinoviev qu'ils n'hésitèrent pas à violer la discipline du parti. Tout de suite après la séance du 10 octobre, ils adressèrent une longue circulaire à tous les membres du parti.* (Carmichael, *Histoire de la révolution russe*, 1964, Gallimard, p. 274)


Lev Trotsky, fin 1917

Le parti révolutionnaire prépare la prise du pouvoir au sein des soviets, des quartiers, des usines et des régiments révolutionnaires. Le congrès des soviets de la région Nord convoque, sur proposition du soviet de Petrograd, le 2e congrès des soviets le 25 octobre. Arrivant du front, les délégués des soldats se rangent du côté des bolcheviks. Les régiments de Petrograd qui avaient réprimé les bolcheviks en juillet deviennent neutres ou mieux, sont convaincus de servir la révolution.

Trotsky organise l'insurrection. Pour que du congrès des soviets sorte un gouvernement ouvrier et paysan, décision est prise de prendre les points névralgiques de la capitale, de contrôler la garnison, d'affronter les forces de répression restées fidèles à Kerensky. Ce dernier n'est pas dupe. Mais toutes ses initiatives se heurtent aux masses. Le gouvernement veut envoyer au front les deux-tiers de la garnison gagnés à la révolution car son seul salut est d'opposer au nom de la patrie l'arrière et le front.

> *Les soldats abordaient la question d'une façon plus directe. Aller au front maintenant, au tard de l'automne, se résigner à une nouvelle campagne d'hiver - non, cette idée-là ne leur entrait pas dans la tête. La presse patriotique ouvrit immédiatement la fusillade sur la garnison : les régiments de Petrograd, engraissés dans l'oisiveté, trahissent encore une fois le front. Les ouvriers s'interposèrent en faveur des soldats. Ceux des usines Poutilov furent les premiers à protester contre l'évacuation des régiments. La question ne cessait d'être à l'ordre du jour non seulement dans les casernes, mais même dans les usines. Cela relia plus étroitement les deux sections du Soviet. Les régiments soutinrent dés lors avec un empressement tout particulier la revendication de l'armement des ouvriers.* (Trotsky, *Histoire de la révolution russe,* 1930-1932, Seuil, t. 2, p. 463)

Arracher la paix immédiatement implique de suivre le Parti bolchevik.

Octobre 1917, l'insurrection donne le pouvoir aux soviets

Le Parti menchevik propose de créer un organe pour organiser la défense de Petrograd contre la menace allemande grandissante, le Comité militaire révolutionnaire (CMR). Le CMR est investi par le Parti bolchevik et l'Union de propagande anarcho-syndicaliste. Par contre, les mencheviks et les populistes le boycottent car il conteste l'autorité de l'état-major. En effet, au nom du soviet de Petrograd, le CMR prend possession du maximum d'arsenaux et décide les mouvements de troupe.

Une conférence illégale des comités de soldats se tient le 18 octobre, les derniers régiments hostiles de la Forteresse Pierre et Paul sont retournés le 19 octobre par Trotsky, son arsenal passe sous le contrôle du CMR. Le Parti bolchevik déclare le 22 octobre « journée du soviet de Petrograd ».

> *Le soviet procédait avec calme et sang-froid, sans prêter l'oreille aux vociférations de « l'opinion publique » et de la grande bourgeoisie. Le 22 octobre fut le jour de parade de l'armée prolétarienne. Tout s'y passa excellemment. Malgré tous les avertissements venus de droite et prétendant que le sang coulerait à flot dans les rues, les masses populaires accoururent en foule aux meetings du soviet de Petrograd.* (Trotsky, *L'Avènement du bolchevisme*, 1918, p. 80)

Le PB décide l'insurrection pour la nuit du 24 au 25, veille du congrès des soviets. Les points névralgiques tombent entre les mains des gardes rouges et des régiments ralliés au CMR : imprimeries, postes, ponts, centrale électrique, casernes, Banque d'État, gares, arsenaux, routes… 10 000 ouvriers et soldats suffisent à cette tâche.

Le gouvernement Kerensky tente de contre-attaquer. L'état-major donne l'ordre au navire de guerre *L'Aurore* de se placer devant le Palais d'hiver, où siège le gouvernement PKD-PSR-PM, pour le protéger. Mais les marins de *L'Aurore* choisissent le CMR et tirent un coup de semonce sur le bâtiment. Dans la nuit du 25 au 26 octobre, les ministres sont arrêtés, Kerensky s'enfuit dans une voiture fournie par l'ambassade des États-Unis. L'insurrection ne coûte que quelques morts et blessés. Les officiers qui prêtent serment de ne pas prendre les armes contre le pouvoir des soviets sont relâchés. Évidemment, ils ne tiendront pas parole. Le 25 octobre au matin, le CMR publie son bulletin de victoire :

> *Tous les témoins de l'époque rendent hommage à l'énergie et à l'habileté déployées à ce moment-là par*

Trotsky et aux services qu'il rendit à la cause de la révolution. Mais la stratégie d'ensemble de la révolution avait été dirigée par Lénine grâce à son outil d'élection, l'aile bolchevik du Parti ouvrier social-démocrate russe. (Carr, *La Révolution bolchevique,* 1950, Minuit, p. 105)

Il en est autrement à Moscou, où le parti est dirigé par Boukharine.

Boukharine, en septembre, fut nettement moins radical que Lénine. Avec le reste du comité central, il vota pour rejeter (et bruler) les lettres de Lénine exigeant une insurrection immédiate. (Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution,* 1971, Oxford UP, p. 58)

Constituant tardivement un comité révolutionnaire militaire, le Soviet de Moscou laisse la contre-révolution s'organiser. Le parlement municipal (Douma) se réunit avec tous les partis sauf les élus bolcheviks et proclame un « comité de salut public » opposé au soviet à majorité bolchevik. Le siège du soviet étant en centre ville, donc éloigné des faubourgs ouvriers, se trouve encerclé le 25 octobre par les élèves-officiers et la jeunesse bourgeoise en armes.

À Moscou, la lutte fut plus sévère : des indécisions dans le camp adverse avaient permis aux « blancs » de chasser du Kremlin les troupes bolcheviks... (Coquin, *La Révolution russe,* 1962, Les Bons Caractères, p. 120)

Pendant 6 jours, le prolétariat et les soldats révolutionnaires affrontent les forces contre-révolutionnaires et finissent par les vaincre.

Les premières mesures du pouvoir ouvrier et paysan

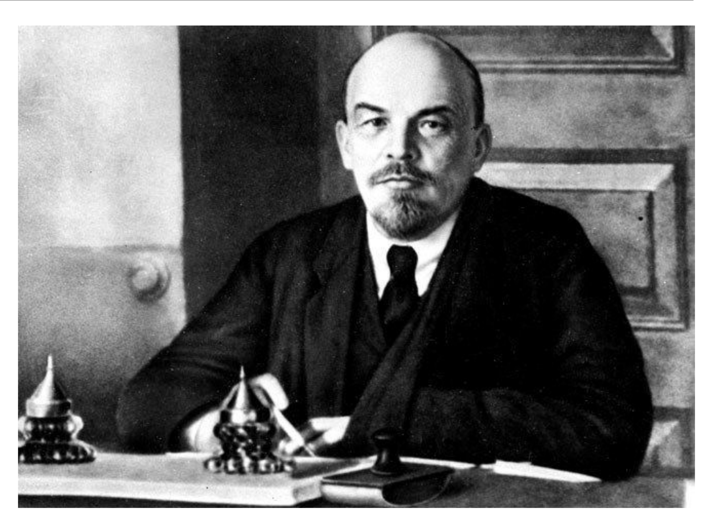
Le 2e congrès des soviets se réunit à Petrograd le soir du 25 octobre.

Il était difficile d'imaginer une assemblée plus différente du soviet de février ou du précédent congrès de juin. Peu d'intellectuels, encore moins d'officiers ; ce n'était que soldats en vareuse défraîchies, paysans barbus en bottes et en touloupes, ouvriers mal rasés... (Coquin, *La Révolution russe,* 1962 p. 113)

Le congrès comporte 650 députés : 390 bolcheviks, 150 socialistes-révolutionnaires de gauche, 80 mencheviks, 60 socialistes-révolutionnaires de droite. À l'annonce de la chute du Palais d'Hiver et du ralliement des régiments envoyés par Kerensky sur Petrograd, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite quittent le congrès.

Le congrès avalise l'insurrection et prend le pouvoir.

S'appuyant sur la volonté de l'immense majorité des ouvriers, des soldats et des paysans, s'appuyant sur l'insurrection victorieuse des ouvriers et de la garnison qui s'est accomplie à Petrograd, le congrès prend en mains le pouvoir... (Lénine, *Aux ouvriers, aux soldats et aux paysans*, 25 octobre 1917, *OEuvres*, t. 26, p. 253)



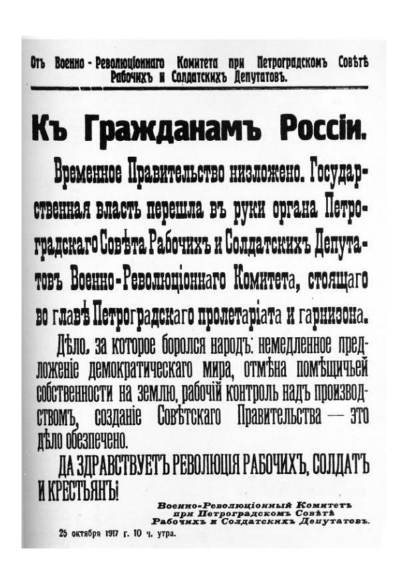
Vladimir Lénine, fin 1917

Il prend immédiatement un décret sur la terre.

Lénine avait employé une partie de sa nuit à rédiger le décret sur la terre. Ce seul décret allait rendre le nouveau pouvoir invincible en lui assurant la sympathie de millions de paysans. Lénine y comptait. « Si seulement, disait-il dans la matinée du 26, nous avons le temps de promulguer cette loi, qu'on essaie, après, de nous l'arracher ! ». Dans la rédaction de ce texte décisif, Lénine s'était inspiré de deux cent quarante-deux mandats des soviets ruraux, concordant avec le programme agraire du Parti socialiste révolutionnaire. Ainsi, ce dont les socialistes-révolutionnaires n'avaient cessé de parler, les bolcheviks le faisaient, dépossédant du coup le parti gouvernant d'hier du programme qui légitimait son influence sur les campagnes. (Serge, *L'An I de la révolution russe*, 1925-1928, La Découverte, p. 97)

Un deuxième décret porte sur la proposition d'une paix immédiate entre tous les belligérants. Il se conclut sur un appel aux classes ouvrières de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne.

Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus grands services à la cause du progrès et du socialisme : les magnifiques exemples du mouvement chartiste en Angleterre ; une série de révolutions historiques d'une importance majeure réalisées par le prolétariat français ; enfin la lutte héroïque contre la loi d'exception et un long effort de ténacité et de discipline, qui constitue un exemple pour les ouvriers du monde entier, effort tendant à former des organisations prolétariennes de masse en Allemagne. Tous ces exemples d'héroïsme prolétarien et d'initiative historique sont pour nous la garantie que les ouvriers de ces pays accompliront les tâches qui leur incombent aujourd'hui, qu'ils libéreront l'humanité des horreurs de la guerre et de ses conséquences ; que ces ouvriers, par leur activité multiple, décisive, par leur énergie sans réserve nous aideront à mener avec succès jusqu'au bout la lutte pour la paix et, en même temps, la lutte pour l'affranchissement des masses laborieuses et exploi-



Отъ Военно-Революціоннаго Комитета при Петроградскомъ Совѣтѣ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.

Къ Гражданамъ Россіи.

Временное Правительство низложено. Государственная власть перешла въ руки органа Петроградскаго Совѣта Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ Военно-Революціоннаго Комитета, стоящаго во главѣ Петроградскаго пролетаріата и гарнизона.

Дѣло, за которое боролся народъ: немедленное предложеніе демократическаго мира, отмѣна помѣщичьей собственности на землю, рабочій контроль надъ производствомъ, созданіе Совѣтскаго Правительства — это дѣло обезпечено.

ДА ЗДРАВСТВУЕТЪ РЕВОЛЮЦІЯ РАБОЧИХЪ, СОЛДАТЪ И КРЕСТЬЯНЪ!

Военно-Революціонный Комитетъ при Петроградскомъ Совѣтѣ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.

25 октября 1917 г. 10 ч. утра.

Affiche par laquelle le Comité militaire révolutionnaire de Petrograd annonce la déposition du gouvernement provisoire.

> *tées de tout esclavage et de toute exploitation.* (Lénine, *Décret sur la paix*, 26 octobre 1917, *OEuvres*, t. 26, p. 258)

Ce même décret reconnaît le droit des peuples opprimés de l'ancien empire russe à disposer d'eux-mêmes.

Le troisième décret établit un nouveau gouvernement, intitulé, sur suggestion de Trotsky, Conseil des commissaires du peuple dont les 15 membres avaient connu l'exil ou la prison. À partir de décembre, le PSR de gauche participe à ce gouvernement.

Le congrès désigne aussi un nouveau Comité exécutif central des soviets : 71 du PB, 29 du PSR de gauche.

Conclusion : la question du parti ouvrier révolutionnaire

Un an après la révolution d'octobre, Lénine tire les leçons :

> *Le bolchevisme a popularisé dans le monde entier l'idée de la « dictature du prolétariat »... Il a montré par l'exemple du pouvoir des soviets que même dans un pays arriéré, les ouvriers et les paysans pauvres, même les moins expérimentés, les moins instruits, les moins accoutumés à l'organisation, ont pu durant une année, au milieu de difficultés inouïes, en luttant contre les exploiteurs (qu'épaulait la bourgeoisie du monde entier), sauvegarder le pouvoir des travailleurs, instaurer une démocratie infiniment supérieure et plus large que toutes les démocraties antérieures du monde, et inaugurer le travail créateur de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans pour la réalisation pratique du socialisme. En fait, le bolchevisme a puissamment aidé au développement de la révolution prolétarienne en Europe et en Amérique, plus qu'aucun parti n'a réussi à le faire jusqu'à ce jour dans aucun pays... Tout cela ne suffit-il pas pour la victoire complète du socialisme ? Évidemment non. Un seul pays ne peut faire davantage.* (Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, octobre-novembre 1918, *OEuvres*, t. 28, p. 303-304)

Peu après la victoire de la révolution russe, les défaites de la révolution dans un pays plus développé, l'Italie, et dans le plus avancé d'Europe, dont le prolétariat était le plus organisé du monde, l'Allemagne, ont prouvé qu'il est nécessaire de bâtir un parti ouvrier ouvertement et fermement révolutionnaire bien avant que la révolution éclate, ce qui ne peut se concevoir que dans le cadre d'une internationale ouvrière.

L'apparition des organes ouvriers et populaires, qui a lieu aussi en Italie et en Allemagne, crée les conditions de la révolution socialiste mais ne suffit pas.

> *L'organisation à l'aide de laquelle le prolétariat peut non seulement renverser l'ancien régime, mais se substituer à lui, ce sont les soviets... Les soviets sont les organes de préparation des masses à l'insurrection, les organes de l'insurrection et, après la victoire, les organes du pouvoir. Cependant, les soviets, par eux-mêmes, ne tranchent pas la question. Selon le programme et la direction, ils peuvent servir à diverses fins. Un programme est donné aux soviets par le parti. Si les soviets, dans les circonstances d'une révolution - et, hors d'une révolution, ils sont généralement impossibles - s'emparent de toute la classe, à l'exception des couches tout à fait arriérées, passives ou démoralisées, le parti révolutionnaire est à la tête de la classe. Le problème de la conquête du pouvoir ne peut être résolu que par la combinaison du parti avec les soviets ou bien avec d'autres organisations de masses équivalant plus ou moins aux soviets.* (Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, t. 2, p. 545-546)

30 novembre 2017



L'orientation du Pari bolchevik contre la guerre en 1915
Cahier révolution communiste n° 7
L'analyse de l'État par Lénine en 1917, *Cahier révolution communiste* n° 15
Chaque brochure 2 euros auprès des militants ou 3 euros par la poste

Film *Le jeune Karl Marx* de Raoul Peck



Sorti fin septembre sur les écrans, le film de Raoul Peck (Haïti) sera disponible en février 2018 en DVD. Peck retrace avec justesse les débuts politiques de Karl Marx et de Friedrich Engels. Au passage, le film rend aux femmes le rôle qu'elles ont joué dans la genèse du « marxisme », qui était le plus souvent minimisé par les historiens… et les militants du XXe siècle. Raoul Peck et Pascal Bonitzer (coscénariste) s'attachent à la période de 1843 à 1848 pour décrire les premiers pas politiques des fondateurs du communisme scientifique.

La scène d'ouverture, une répression policière contre des paysans qui ramassent du bois, fait référence aux débuts de Marx comme journaliste à la *Rheinische Zeitung* (*Gazette rhénane*). C'est encore un démocrate radical qui s'en prend en janvier 1843 à un projet de loi visant les « voleurs » de bois mort. La monarchie prussienne interdit le quotidien en mars 1843.

En juin 1843, Marx épouse Jenny von Westphalen, d'une famille aristocratique, qui partagera sa vie de pauvreté et de combat. Le même mois, il rejette une proposition de carrière du gouvernement prussien. Marx se trouve au chômage et s'exile à Paris en octobre 1843 pour participer à une nouvelle revue avec Ruge, les *Deutsch-französische Jahrbücher* (*Annales franco-allemandes*). Dans les mois et les années qui suivent, Karl et Jenny rencontrent bien des figures du mouvement ouvrier international naissant : Proudhon, Leroux, Blanc, Bernays, Weitling, Moll, Schapper, Cabet, Bakounine… et Engels. Celui-ci, fils de pieux capitalistes allemands, a aussi fréquenté les cercles intellectuels et dissidents des hégéliens de gauche, mais sans nouer alors de liens avec Marx. Après son service militaire, Engels est envoyé à Manchester apprendre les affaires. Par l'intermédiaire de sa compagne Mary Burns, une ouvrière irlandaise, il fréquente le premier mouvement de masse de la classe ouvrière, le chartisme. Dans le film, leur rencontre se fait alors que Mary, salariée à l'usine Engels, tient tête au père en dénonçant les accidents terribles subis par les ouvrières. En octobre 1843, il se lie à Harvey et à l'aile gauche du chartisme, il écrit dans les journaux owenistes et chartistes. En février 1844, il commence à travailler à *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* qui sera publié en mai 1845.

Pour sa part, Marx devient communiste au contact des cercles ouvriers français clandestins en novembre 1843. Il est convaincu du rôle central de la classe ouvrière. Le film en témoigne lors d'une réunion publique où après Marx, le populaire Weitling prend la parole. L'association avec Engels en août 1844 est tout aussi vivante à l'écran que les scènes de débat de Marx avec ses premiers adversaires socialistes. Le hasard les fait se croiser chez Ruge, directeur des *Annales,* hostile au communisme. Le film leur fait faire une course poursuite pour fuir les contrôles de la police française. La rencontre se solde par une soirée mémorable. Engels aidera toute sa vie politiquement et matériellement la famille Marx. Les deux amis écrivent ensemble d'août à novembre 1844 une polémique envers leurs anciens amis de la gauche hégélienne restés idéalistes, *La Sainte famille.*

En janvier 1845, les Marx sont chassés de France par le ministre Guizot à la demande de la Prusse. Ils s'établissent à Bruxelles. En mai 1845, Marx rédige les *Thèses sur Feuerbach* et, de novembre 1845 à août 1846, avec Engels, *L'Idéologie allemande.* Ces premières formulations du matérialisme historique ne seront éditées que bien plus tard. À partir de février 1846, ils tentent de fonder une organisation d'envergure européenne, les comités de correspondance communiste. Mais Marx se heurte à Weitling en mars 1846 ; Proudhon refuse en mai. Finalement, Engels et Marx fusionnent leur groupe avec une société secrète internationale existante, la Ligue des justes, qui abandonne sous leur influence le socialisme utopique. En juin 1847, Marx achève la polémique contre Proudhon, *Misère de la philosophie*, qui établit les bases de sa théorie de la valeur.

La Ligue prend en juin 1847 le nom de Ligue des communistes. Peck témoigne de manière romantique de ce 1er congrès. La scène du film montrant un coup de force des marxistes contre les courants utopistes est très exagérée. Il fallut de la patience et une lutte interne où les dirigeants de la Ligue comme Schapper et Moll luttèrent aussi pour convaincre les membres ouvriers et artisans qui ne voyaient pas les intellectuels d'un bon oeil. La Ligue des communistes clandestine anime des associations ouvrières légales. Engels rédige un projet de programme pour la LC en octobre 1847. Le 2e congrès de la LC, en décembre 1847, adopte des statuts démocratiques et mandate Engels et Marx pour rédiger le programme. Marx achève le *Manifeste du parti communiste* en janvier 1848. Il sera publié en février.

Attendons une suite qui verrait Marx et Engels participer à la révolution européenne de 1848-1849.

1 octobre 2017, Matthieu Fargo

Roumanie mobilisation ouvrière contre la baisse des salaires

Le salaire brut minimum atteint à peine 322 euros (février 2017) et le salaire net moyen est de 488 euros ; la Roumanie a le deuxième coût horaire le plus bas en Europe (après la Bulgarie). Les pensions de retraite dépassent tout juste 200 euros, les différenciations dans l'accès aux soins s'accroissent au détriment des pauvres. Le taux de chômage, qui était assez bas avant la dernière crise capitaliste mondiale, a augmenté depuis 2008 pour atteindre 6,7 % en 2016, 20 % chez les jeunes. Avec 40 % de la population sous le seuil de pauvreté, la Roumanie reste l'un des pays les plus pauvres de l'UE.

Pour se faire élire aux législatives de décembre 2016, le Parti social-démocrate (PSD), héritier du PCR de Ceausescu, s'était engagé à augmenter les salaires de 25 % dans la fonction publique, par palier, sur quatre ans. Hausse purement et simplement annulée si le décret du 1er novembre entre en application. Notons au passage que tous les fonctionnaires n'étaient pas servis avec la même générosité : +20 % pour les militaires contre +10 % pour les enseignants du primaire et du secondaire…

La « réforme fiscale »

La coalition bourgeoise à majorité PSD qui gouverne en Roumanie a promulgué le 1er novembre 2017 une ordonnance qui abaisse les « cotisations patronales » de 35 % à 2,25 % et fait payer ce cadeau aux capitalistes par les salariés, en ponctionnant de la même somme leurs salaires. Le résultat serait une augmentation du taux d'exploitation et une chute du salaire net de 20 à 30 %.

Rien dans le texte n'oblige quelque employeur public ou privé à compenser les pertes de salaire. Si certains capitalistes (surtout les grandes entreprises exploitant de la main d'œuvre qualifiée) disent vouloir le faire, c'est pour répondre à leurs intérêts bien compris :

> *Vu le marché du travail, je ne veux pas prendre le risque de perdre mes employés. Les ouvriers qualifiés sont partis à l'étranger où les salaires sont bien plus importants.* (Mirel Popa, directeur de Pass Auto Expert)

Mais pour les capitalistes étrangers et l'écrasante majorité des patrons roumains, la mesure du gouvernement PSD signifie baisse de la valeur de la force de travail, amélioration du rapport de force en leur faveur et il s'agit d'en profiter :

> *Et si demain nous décidons d'augmenter le salaire brut et que le gouvernement finit par changer sa feuille de route fiscale, il nous sera difficile de dire aux salariés : on vous reprend votre augmentation brute.* (George Marina, directeur général de Rodex)

> *Beaucoup d'entreprises vont préférer mettre en place un système de rémunération basé sur des primes variables.* (François Coste, dirigeant de Groupama Roumanie et président de la Chambre française du Commerce, de l'industrie et de l'agriculture en Roumanie)

C'est au compte de la classe exploiteuse que le gouvernement et sa majorité parlementaire légifèrent, pour combattre la tendance au ralentissement économique pronostiqué par le FMI : croissance du PIB de 3,8 % en 2018, contre 5 % en 2016. Ils mènent l'offensive contre le travail, en réduisant la part qui revient directement ou indirectement à la classe qui produit pourtant toutes les richesses et réaffirment ainsi leur objectif de rejoindre la zone euro en 2019.

La riposte de la classe ouvrière

À l'annonce de cette attaque en règle contre leurs salaires, les ouvriers ont massivement débrayé et manifesté dans les principales villes du pays. Les usines du secteur automobile, à commencer par Dacia-Renault, se sont fortement mobilisées (10 000 travailleurs en grève à Pitesti) et les deux principales centrales syndicales (BSN et Cartel Alfa) ont appelé à descendre dans la rue. Les travailleurs de la fonction publique, du textile et d'autres secteurs ont également arrêté le travail et participé aux manifestations.

La bureaucratie syndicale dénonce le décret tandis que la rue scande « *À bas le gouvernement !* ». Elle se contente des chaînes humaines, des journées d'action, des manifestations au flambeau, des recours auprès de l'équivalent du Conseil constitutionnel tandis que le prolétariat, attaqué dans son entier, a besoin de faire masse, de dresser sa force collective contre le gouvernement des patrons. Les dirigeants syndicaux n'ont pas coupé les ponts avec le gouvernement bourgeois, ce pourquoi ils n'appellent pas à la grève générale qui l'abattrait à coup sûr. Ils le protègent alors qu'il est affaibli par la corruption de son personnel politique, à commencer par Liviu Dragnea, le chef du PSD président du Parlement, qui a été condamné pour fraude électorale, qui est soupçonné de détournements de fonds européens pour l'investissement dans la santé et l'éducation et dont la fortune colossale planquée au Brésil n'est un secret pour personne en Roumanie.

Retrait immédiat de la « *réforme fiscale* » ! Augmentation générale des salaires et des retraites ! Les patrons doivent payer pour la sécurité sociale ! À bas le gouvernement du capital ! Grève générale !

Un secteur du prolétariat d'Europe est menacé d'un recul sévère, il est nécessaire d'organiser un front uni à ses côtés, d'organiser la solidarité internationaliste :

Dirigeants des syndicats de Renault, annoncez au patron qu'il affrontera la grève générale des ouvriers de tout le groupe s'il baisse les salaires en Roumanie !

Dirigeants des syndicats de tous les groupes capitalistes français exploitant aussi en Roumanie, informez les travailleurs des mauvais coups qui s'annoncent, appelez les travailleurs à la grève de défense !

3 décembre 2017